

2018

INDEX

des Notes d'information
sur la jurisprudence de la Cour



Index de la jurisprudence de la Cour résumée
dans les Notes d'information en 2018

Cour européenne des droits de l'homme

Établies chaque mois sous l'autorité du juriconsulte, les Notes d'information contiennent les résumés d'affaires sélectionnées par le greffe de la Cour en raison de leur intérêt particulier. Les résumés ne lient pas la Cour. Dans la version provisoire de la note, les résumés sont en principe rédigés dans la langue de l'affaire en cause; la version unilingue de la note paraît ultérieurement en français et en anglais.

Un index annuel récapitule les affaires résumées dans les Notes d'information. Afin de rendre plus performant l'accès à l'information contenue dans celles-ci, un index cumulatif mensuel est édité et mis en ligne à chaque parution de la note provisoire. Les affaires résumées dans les Notes d'information sont ainsi plus rapidement accessibles par article et mots-clés pertinents, par nom des requérants et par état défendeur. Cet index contient également la liste des affaires renvoyées devant la Grande Chambre ou pour lesquelles une chambre s'est dessaisie à son profit, ainsi qu'une liste des résumés portant sur des affaires traitées par d'autres juridictions internationales, européennes et extra-européennes.

Les Notes d'information et les index peuvent être téléchargées à l'adresse www.echr.coe.int/NoteInformation/fr. Les résumés juridiques publiés dans les Notes d'information sont aussi disponibles dans la base de données HUDOC sous le filtre et les liens « Résumés juridiques ».

Disponible gratuitement, la base de données HUDOC (<http://hudoc.echr.coe.int/fr>) donne accès à la jurisprudence de la Cour (arrêts et décisions de Grande Chambre, de chambre et de comité, affaires communiquées, avis consultatifs et résumés juridiques extraits de la Note d'information sur la jurisprudence), ainsi qu'à celle de l'ancienne Commission européenne des droits de l'homme (décisions et rapports) et aux résolutions du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe.

Cour européenne des droits de l'homme
Conseil de l'Europe
67075 Strasbourg Cedex
France
Tél: +33 (0)3 88 41 20 18 / Fax: +33 (0)3 88 41 27 30
publishing@echr.coe.int
www.echr.coe.int
<https://twitter.com/echrpublication>
Fils RSS

Photo: Conseil de l'Europe
Couverture: vue intérieure du Palais des droits de l'homme (architectes : Richard Rogers Partnership et Atelier Claude Bucher)

ISSN 1814-6511

© Conseil de l'Europe / Cour européenne des droits de l'homme, 2018

Table des matières

LISTE DES AFFAIRES PAR ARTICLE DE LA CONVENTION ET MOTS-CLÉS PERTINENTS

ARTICLE 1	Juridiction des États.....	8
ARTICLE 2	Vie.....	8
	Recours à la force.....	8
	Obligations positives (volet matériel).....	8
	Enquête effective.....	9
	Obligations positives (volet procédural).....	9
ARTICLE 3	Traitement inhumain ou dégradant.....	9
	Traitement inhumain.....	9
	Traitement dégradant.....	9
	Obligations positives (volet matériel).....	10
	Enquête effective.....	10
	Expulsion.....	10
	Extradition.....	10
ARTICLE 4		
ARTICLE 4 § 1	Traite d'êtres humains – Obligations positives – Enquête effective.....	10
ARTICLE 4 § 2	Travail forcé – Travail obligatoire.....	11
ARTICLE 5		
ARTICLE 5 § 1	Privation de liberté.....	11
	Voies légales.....	11
	Arrestation ou détention régulières.....	11
ARTICLE 5 § 1 a)	Après condamnation.....	11
ARTICLE 5 § 1 c)	Nécessité raisonnable d'empêcher une infraction.....	12
ARTICLE 5 § 1 e)	Aliéné.....	12
ARTICLE 5 § 1 f)	Expulsion.....	12
ARTICLE 5 § 4	Contrôle de la légalité de la détention.....	12
	Contrôle à bref délai.....	12
ARTICLE 5 § 5	Réparation.....	12
ARTICLE 6		
ARTICLE 6 § 1 (CIVIL)	Droits et obligations de caractère civil.....	13
	Accès à un tribunal.....	13
	Procès équitable.....	13
	Tenue d'une audience.....	14
	Tribunal indépendant et impartial.....	14

ARTICLE 6 § 1 (PÉNAL)	
Accusation en matière pénale – Accès à un tribunal.....	14
Procès équitable	14
Égalité des armes.....	15
Tribunal indépendant et impartial.....	15
Tribunal impartial	15
Tribunal établi par la loi.....	15
ARTICLE 6 § 1 (ADMINISTRATIF)	
Droits et obligations de caractère civil.....	16
Contestation	16
Accusation en matière pénale.....	16
Accès à un tribunal.....	16
Procès équitable	16
Audience publique	16
Tribunal indépendant et impartial.....	16
ARTICLE 6 § 1 (DISCIPLINAIRE)	
Procès équitable	16
Audience publique	17
Tribunal indépendant et impartial.....	17
ARTICLE 6 § 1 (EXÉCUTION)	
Accès à un tribunal.....	17
ARTICLE 6 § 2	
Présomption d'innocence	17
ARTICLE 6 § 3 a)	
Information dans une langue comprise	17
ARTICLE 6 § 3 c)	
Se défendre avec l'assistance d'un défenseur.....	18
ARTICLE 6 § 3 d)	
Interrogation des témoins	18
ARTICLE 6 § 3 e)	
Assistance gratuite d'un interprète	18
ARTICLE 7	
Nullum crimen sine lege	18
Nulla poena sine lege.....	19
Peine plus forte.....	19
Peine plus forte.....	19
ARTICLE 8	
Respect de la vie privée et familiale	19
Respect de la vie privée.....	20
Respect de la vie familiale	21
Respect du domicile	22
Respect de la correspondance	23
Obligations positives.....	23
ARTICLE 9	
Liberté de conscience	24
ARTICLE 10	
Liberté d'expression	24
Liberté de recevoir des informations.....	26
Liberté de communiquer des informations	26
ARTICLE 11	
Liberté de réunion pacifique.....	26
Liberté d'association	27
ARTICLE 12	
Droit de se marier	27

ARTICLE 13		
	Recours effectif	27
ARTICLE 14		
	Discrimination (articles 3 et 8)	28
	Discrimination (article 4).....	28
	Discrimination (article 5).....	28
	Discrimination (article 8).....	28
	Discrimination (article 11)	28
	Discrimination (article 1 du Protocole n° 1).....	28
	Discrimination (article 2 du Protocole n° 1).....	29
	Discrimination (article 3 du Protocole n° 1).....	29
ARTICLE 15		
	Dérogation en cas d'état d'urgence.....	29
ARTICLE 17		
	Interdiction de l'abus de droit	30
ARTICLE 18		
	Restrictions dans un but non prévu	30
ARTICLE 33		
	Requête interétatique.....	30
ARTICLE 34		
	Locus standi	30
	Entraver l'exercice du droit de recours	31
ARTICLE 35		
ARTICLE 35 § 1		
	Épuisement des voies de recours internes	31
	Recours interne effectif – Hungary	31
	Recours interne effectif – Russie.....	31
	Recours interne effectif – Royaume-Uni.....	31
	Délai de six mois	31
ARTICLE 35 § 3 a)		
	Compétence razione temporis	32
	Manifestement mal fondé.....	32
ARTICLE 35 § 3 b)		
	Aucun préjudice important	32
ARTICLE 37		
	Radiation du rôle.....	32
	Respect des droits de l'homme.....	32
ARTICLE 46		
ARTICLE 46 § 2		
	Exécution de l'arrêt	32
	Exécution de l'arrêt – Mesures générales et individuelles.....	32
	Exécution de l'arrêt – Mesures générales.....	33
ARTICLE 1 DU PROTOCOLE N° 1		
	Biens	33
	Respect des biens	33
	Privation de propriété.....	34
	Réglementer l'usage des biens	34
	Obligations positives.....	35
ARTICLE 3 DU PROTOCOLE N° 1		
	Libre expression de l'opinion du peuple.....	35
	Se porter candidat aux élections	35
ARTICLE 1 DU PROTOCOLE N° 4		
	Interdiction de l'emprisonnement pour dette.....	35

ARTICLE 2 DU PROTOCOLE N° 4

ARTICLE 2 § 2

Liberté de quitter un pays	36
----------------------------------	----

ARTICLE 4 DU PROTOCOLE N° 4

Interdiction des expulsions collectives d'étrangers	36
---	----

ARTICLE 1 DU PROTOCOLE N° 7

Garanties procédurales en cas d'expulsion d'étrangers	36
---	----

ARTICLE 2 DU PROTOCOLE N° 7

Droit à un double degré de juridiction en matière pénale	36
--	----

ARTICLE 4 DU PROTOCOLE N° 7

Droit à ne pas être jugé ou puni deux fois	36
--	----

ARTICLE 1 DU PROTOCOLE N° 12

Interdiction générale de la discrimination	37
--	----

ARTICLE 80 DU RÈGLEMENT DE LA COUR

Demande en révision d'un arrêt	37
--------------------------------------	----

AFFAIRES RETENUES POUR RENVOI DEVANT LA GRANDE CHAMBRE ET AFFAIRES DANS LESQUELLES UNE CHAMBRE S'EST DESSAISIE AU PROFIT DE LA GRANDE CHAMBRE

Renvois	38
Dessaisissements	38

LISTE DES AFFAIRES DANS L'ORDRE ALPHABÉTIQUE DES ÉTATS MIS EN CAUSE

Albanie	40
Allemagne	40
Arménie	40
Autriche	40
Azerbaïdjan	40
Belgique	41
Bulgarie	41
Croatie	41
Danemark	42
Espagne	42
Finlande	42
France	42
Géorgie	43
Grèce	43
Hongrie	43
Irlande	44
Islande	44
Italie	44
L'ex-République yougoslave de Macédoine	44
Lettonie	44
Lituanie	45
Luxembourg	45
Malte	45
République de Moldova	45
Monténégro	45
Norvège	45
Pays-Bas	46
Pologne	46
Portugal	46
Roumanie	46
Royaume-Uni	47
Russie	47

Slovaquie	48
Slovénie	48
Suède.....	48
Suisse.....	48
Turquie.....	49
Ukraine.....	49

LISTE DES AFFAIRES DANS L'ORDRE ALPHABÉTIQUE DES NOMS DES REQUÉRANTS

A	51
B.....	51
C.....	51
D.....	52
E.....	52
F.....	52
G.....	52
H.....	53
I.....	53
J.....	53
K.....	53
L.....	54
M.....	54
N.....	54
O.....	55
P.....	55
R.....	55
S.....	55
T.....	56
U.....	56
V.....	56
W.....	56
Y.....	56
Z.....	56

DÉCISIONS RENDUES PAR D'AUTRES JURIDICTIONS INTERNATIONALES

Comité des droits de l'enfant des Nations unies	57
Comité des droits de l'homme des Nations unies (CCPR)	57
Comité des droits des personnes handicapées des Nations unies (CRPD)	57
Comité européen des droits sociaux	57
Commission africaine des droits de l'homme et des peuples	57
Cour interaméricaine des droits de l'homme	57
Union européenne – Cour de justice (CJUE) et Tribunal	58

LISTE DES AFFAIRES PAR ARTICLE DE LA CONVENTION ET MOTS-CLÉS PERTINENTS

ARTICLE 1

Juridiction des États

Refus de visas sollicités depuis le territoire d'un État non membre sur le fondement d'un risque de mauvais traitements : *dessaïssement en faveur de la Grande Chambre*
M.N. et autres c. Belgique, 3599/18n° 223

ARTICLE 2

Vie

Recours à la technique du « pliage » contre un homme ivre et âgé, laissé ensuite plus d'une heure sans surveillance médicale : *violation*
Semache c. France, 36083/16, 21 juin 2018n° 219

-000-

Manquement de l'école à informer rapidement les parents de l'absence d'un adolescent, retrouvé plus tard noyé du fait de sa propre imprudence : *irrecevable*
Ercankan c. Turquie (déc.), 44312/12, 15 mai 2018n° 219

Recours à la force

Décès d'un forcené menaçant la vie d'un homme, à la suite du tir d'un policier lors de sa poursuite : *irrecevable*
Mendy c. France (déc.), 71428/12, 27 septembre 2018n° 221

Obligations positives (volet matériel)

Recours à la technique du « pliage » contre un homme ivre et âgé, laissé ensuite plus d'une heure sans surveillance médicale : *violation*
Semache c. France, 36083/16, 21 juin 2018n° 219

Cadre réglementaire impropre à protéger la vie des patients : *violation*
Sarishvili-Bolkvadze c. Géorgie, 58240/08, 19 juillet 2018n° 220

Sursis au prononcé d'un jugement déclarant un policier coupable de l'infliction d'une blessure potentiellement létale par un usage excessif de la force : *violation*
Hasan Köse c. Turquie, 15014/11, 18 décembre 2018n° 224

-000-

Manquement de l'école à informer rapidement les parents de l'absence d'un adolescent, retrouvé plus tard noyé du fait de sa propre imprudence : *irrecevable*
Ercankan c. Turquie (déc.), 44312/12, 15 mai 2018n° 219

Enquête effective

- Enquête inadéquate et prolongée sur le meurtre commandité d'une journaliste d'investigation : *violation*
Mazepa et autres c. Russie, 15086/07, 17 juillet 2018.....n° 220
- Manquement à mener dans un délai raisonnable les procédures pénales et civiles sur un décès soupçonné d'être dû à une négligence médicale : *violation*
Yirdem et autres c. Turquie, 72781/12, 4 septembre 2018n° 221

Obligations positives (volet procédural)

- Absence d'une voie de recours légale permettant d'obtenir réparation du dommage moral résultant d'un décès causé par une négligence médicale : *violation*
Sarishvili-Bolkvadze c. Géorgie, 58240/08, 19 juillet 2018n° 220
- Manquement à mener dans un délai raisonnable les procédures pénales et civiles sur un décès soupçonné d'être dû à une négligence médicale : *violation*
Yirdem et autres c. Turquie, 72781/12, 4 septembre 2018n° 221
- Manquement des autorités à assurer l'exécution de la peine privative de liberté imposée à l'individu reconnu coupable de l'assassinat du fils de la requérante : *non-violation*
Akelienė c. Lituanie, 54917/13, 16 octobre 2018n° 222

ARTICLE 3

Traitement inhumain ou dégradant

- Conditions de détention de demandeurs d'asile dans un *hotspot* dans le cadre de la Déclaration UE-Turquie : *non-violation*
J.R. et autres c. Grèce, 22696/16, 25 janvier 2018.....n° 214

-000-

- Conditions de détention en prison, pendant le transport et lors des audiences: *affaire communiquée*
Sukachov c. Ukraine, 14057/17n° 214

Traitement inhumain

- Traitements inhumains à la suite de la « remise extraordinaire » des requérants à la CIA : *violations*
Abu Zubaydah c. Lituanie, 46454/11, 31 mai 2018
Al Nashiri c. Roumanie, 33234/12, 31 mai 2018.....n° 218

Traitement dégradant

- Plats servis à un détenu non conformes au régime alimentaire médicalement prescrit : *violation*
Ebedin Abi c. Turquie, 10839/09, 13 mars 2018.....n° 216
- Manquement de la police à protéger les habitants roms d'un village du saccage planifié de leurs domiciles par une foule animée de sentiments anti-Roms : *violation*
Burlyta et autres c. Ukraine, 3289/10, 6 novembre 2018n° 223

Obligations positives (volet matériel)

Refus de visas sollicités depuis le territoire d'un État non membre sur le fondement d'un risque de mauvais traitements : *dessaisissement en faveur de la Grande Chambre*
M.N. et autres c. Belgique, 3599/18n° 223

-000-

Absence de mesures des autorités, en temps utiles, de protection d'une mineure victime de prostitution et de viol : *violation*
V.C. c. Italie, 54227/14, 1^{er} février 2018n° 215

Enquête effective

Absence d'enquête effective sur des allégations de traitement dégradant au travail : *violation*
Hovhannisyanyan c. Arménie, 18419/13, 19 juillet 2018n° 220

Manquement de la police à protéger les habitants roms d'un village du saccage planifié de leurs domiciles par une foule animée de sentiments anti-Roms : *violation*
Burlyya et autres c. Ukraine, 3289/10, 6 novembre 2018n° 223

Expulsion

Renvoi vers l'Algérie d'une personne condamnée en France pour infraction terroriste : *violation*
M.A. c. France, 9373/15, 1^{er} février 2018n° 215

Demandes d'asile non consignées par les garde-frontières : *violation*
M.A. et autres c. Lituanie, 59793/17, 11 décembre 2018n° 224

Extradition

Traitements inhumains à la suite de la « remise extraordinaire » des requérants à la CIA : *violations*
Abu Zubaydah c. Lituanie, 46454/11, 31 mai 2018
Al Nashiri c. Roumanie, 33234/12, 31 mai 2018n° 218

ARTICLE 4

ARTICLE 4 § 1

Traite d'êtres humains – Obligations positives – Enquête effective

Défaut d'enquête effective sur des allégations de traite d'êtres humains et d'exploitation de la prostitution : *affaire renvoyée devant la Grande Chambre*
S.M. c. Croatie, 60561/14 (arrêt de chambre du 19 juillet 2018)n° 224

-000-

Défaut d'enquête effective sur des allégations de traite d'êtres humains et d'exploitation de la prostitution : *violation*
S.M. c. Croatie, 60561/14, 19 juillet 2018n° 215

ARTICLE 4 § 2

Travail forcé – Travail obligatoire

Travail d'un médecin fonctionnaire, en dehors des heures réglementaires, sans compensation pécuniaire pendant environ dix ans : *article 4 non applicable ; irrecevable*

Adıgüzel c. Turquie (déc.), 7442/08, 6 février 2018.....n° 215

ARTICLE 5

ARTICLE 5 § 1

Privation de liberté

Détention durant environ huit heures, sans inculpation, de supporters de football, afin de prévenir des violences : *non-violation*

S., V. et A. c. Danemark [GC], 35553/12 et al., 22 octobre 2018.....n° 222

-000-

Recours à une procédure interne d'escorte, d'arrestation et de détention administratives : *violations*

Tsvetkova et autres c. Russie, 54381/08 et al., 10 avril 2018.....n° 217

Privation de liberté non reconnue consécutivement à la « conduite » d'un suspect dans un poste de police : *violation*

Mushegh Saghatelyan c. Arménie, 23086/08, 20 septembre 2018.....n° 221

Voies légales

Refus des cours d'assises de mettre fin à la détention des requérants jugée illégale par la Cour constitutionnelle (contexte de dérogation « article 15 ») : *violations*

Mehmet Hasan Altan c. Turquie, 13237/17, 20 mars 2018

Şahin Alpay c. Turquie, 16538/17, 20 mars 2018.....n° 216

Arrestation ou détention régulières

Refus des cours d'assises de mettre fin à la détention des requérants jugée illégale par la Cour constitutionnelle (contexte de dérogation « article 15 ») : *violations*

Mehmet Hasan Altan c. Turquie, 13237/17, 20 mars 2018

Şahin Alpay c. Turquie, 16538/17, 20 mars 2018.....n° 216

Privation de liberté non reconnue consécutivement à la « conduite » d'un suspect dans un poste de police : *violation*

Mushegh Saghatelyan c. Arménie, 23086/08, 20 septembre 2018.....n° 221

ARTICLE 5 § 1 a)

Après condamnation

Peine de prison tardivement remplacée par un internement psychiatrique au-delà de sa durée initiale, sur la base d'expertises trop anciennes et sans transfert vers un établissement adapté : *violation*

Kadusic c. Suisse, 43977/13, 9 janvier 2018.....n° 214

ARTICLE 5 § 1 c)

Nécessité raisonnable d'empêcher une infraction

Détention durant environ huit heures, sans inculpation, de supporters de football, afin de prévenir des violences : *non-violation*

S., V. et A. c. Danemark [GC], 35553/12 et al., 22 octobre 2018n° 222

ARTICLE 5 § 1 e)

Aliéné

Détention de sûreté subséquente d'un meurtrier condamné, sur la base d'évaluations psychiatriques indiquant qu'il restait dangereux : *non-violation*

Ilmseher c. Allemagne [GC], 10211/12, 4 décembre 2018n° 224

-000-

Internement psychiatrique d'un condamné au-delà de la durée initiale d'incarcération, sur la base d'expertises trop anciennes et sans transfert vers un établissement adapté : *violation*

Kadusic c. Suisse, 43977/13, 9 janvier 2018n° 214

ARTICLE 5 § 1 f)

Expulsion

Détention durant trente jours de demandeurs d'asile dans un *hotspot* dans le cadre de la Déclaration UE-Turquie : *non-violation*

J.R. et autres c. Grèce, 22696/16, 25 janvier 2018n° 214

ARTICLE 5 § 4

Contrôle de la légalité de la détention

Absence de recours pour contrôler la révocation d'une libération conditionnelle : *violation*

Etute c. Luxembourg, 18233/16, 30 janvier 2018n° 214

Contrôle à bref délai

Quatorze et seize mois pour l'examen de recours constitutionnels soulevant des questions nouvelles et complexes relatives à l'état d'urgence : *non-violations*

Mehmet Hasan Altan c. Turquie, 13237/17, 20 mars 2018
Şahin Alpay c. Turquie, 16538/17, 20 mars 2018n° 216

ARTICLE 5 § 5

Réparation

Défaut d'indemnisation adéquate pour des personnes ayant fait l'objet d'une détention irrégulière : *violation*

Vasilevskiy et Bogdanov c. Russie, 52241/14 et 74222/14, 10 juillet 2018n° 220

ARTICLE 6

ARTICLE 6 § 1 (CIVIL)

Droits et obligations de caractère civil

Absence de compétence universelle des juridictions civiles en matière de torture : *article 6 applicable*
Naït-Liman c. Suisse [GC], 51357/07, 15 mars 2018n° 216

-000-

Absence de motivation de la décision de ne pas tenir d'audience lors d'une procédure relative à un appel d'offres public : *article 6 applicable*
Mirovni Inštitut c. Slovénie, 32303/13, 13 mars 2018.....n° 216

Contestation d'un licenciement non examiné par à un tribunal disposant de la pleine juridiction : *violation*
Aleksandar Sabev c. Bulgarie, 43503/08, 19 juillet 2018n° 220

Mode de nomination des arbitres du Tribunal arbitral du sport : *article 6 § 1 applicable*
Mutu et Pechstein c. Suisse, 40575/10 et 67474/10, 2 octobre 2018.....n° 222

Accès à un tribunal

Absence de compétence universelle des juridictions civiles en matière de torture : *non-violation*
Naït-Liman c. Suisse [GC], 51357/07, 15 mars 2018n° 216

Excès allégué de formalisme dans l'interprétation des règles procédurales (seuil de recevabilité *ratione valoris*) : *non-violation*
Zubac c. Croatie [GC], 40160/12, 5 avril 2018.....n° 217

-000-

Contestation d'un licenciement non examiné par à un tribunal disposant de la pleine juridiction : *violation*
Aleksandar Sabev c. Bulgarie, 43503/08, 19 juillet 2018n° 220

Action civile déclarée irrecevable pour dépassement du délai de prescription applicable : *non-violation*
Kamenova c. Bulgarie, 62784/09, 12 juillet 2018.....n° 220

Interprétation excessivement formaliste d'une règle de procédure : *violation*
Kurşun c. Turquie, 22677/10, 30 octobre 2018.....n° 222

Procès équitable

Litige relatif à la propriété de parts dans une entreprise de télévision : *affaire communiquée*
Rustavi 2 Broadcasting Company Ltd et autres c. Géorgie, 16812/17.....n° 214

Annulation de décisions de justice définitives portant sur une privatisation, après des déclarations publiques du président et du Premier ministre : *violation*
Industrial Financial Consortium Investment Metallurgical Union c. Ukraine, 10640/05, 26 juin 2018.....n° 219

Absence de motivation du refus par la Cour suprême de saisir la CJUE par la voie d'une question préjudicielle en l'absence de demande explicite en ce sens : *irrecevable*
Somorjai c. Hongrie, 60934/13, 28 août 2018.....n° 221

Responsabilité civile engagée pour les actes d'un mineur établis sur la base des constats opérés dans le cadre d'une procédure pénale où celui-ci n'était que témoin : *violation*
Kožemiakina c. Lituanie, 231/15, 2 octobre 2018n° 222

Intervention législative clarifiant une loi objet d'une procédure en cours : *non-violation*
Hôpital local Saint-Pierre d'Oléron et autres c. France, 18096/12 et al., 8 novembre 2018.....n° 223

Tenue d'une audience

Absence de motivation de la décision de ne pas tenir d'audience lors d'une procédure relative à un appel d'offres public : *violation*
Mirovni Inštitut c. Slovaquie, 32303/13, 13 mars 2018.....n° 216

Tribunal indépendant et impartial

Litige relatif à la propriété de parts dans une entreprise de télévision : *affaire communiquée*
Rustavi 2 Broadcasting Company Ltd et autres c. Géorgie, 16812/17.....n° 214

Annulation de décisions de justice définitives portant sur une privatisation, après des déclarations publiques du président et du Premier ministre : *violation*
Industrial Financial Consortium Investment Metallurgical Union c. Ukraine, 10640/05, 26 juin 2018.....n° 219

ARTICLE 6 § 1 (PÉNAL)

Accusation en matière pénale – Accès à un tribunal

Plainte concernant le refus par une juridiction nationale de rouvrir une procédure pénale suite au constat d'une violation de l'article 6 par la Cour européenne : *recevable*
Rejet par la Cour de Cassation d'une demande de révision d'un jugement pénal suite à un de la Cour européenne concluant à une violation de l'article 6 : *non-violation*
Kontalexis c. Grèce (n°2), 29321/13, 6 septembre 2018n° 221

Procès équitable

Impossibilité pour un avocat de se défendre seul dans la procédure pénale ouverte contre lui : *non-violation*
Correia de Matos c. Portugal [GC], 56402/12, 4 avril 2018.....n° 217

Loi ne prévoyant pas l'assistance d'un avocat lors des interrogatoires par la police et par le juge d'instruction dans la phase initiale de la procédure pénale : *violation*
Beuze c. Belgique [GC], 71409/10, 9 novembre 2018n° 223

-000-

Juridiction de jugement n'ayant pas permis à la défense d'interroger les policiers ayant procédé à l'arrestation dans une affaire de troubles à l'ordre public : *violation*
Butkevich c. Russie, 5865/07, 13 février 2018.....n° 215

Adoption en cours de procès d'une modification de la loi qui a allongé les délais de prescription pour des infractions non encore prescrites : *non-violation*
Chim et Przywieczerski c. Pologne, 36661/07 et 38433/07, 12 avril 2018n° 217

Motivation sommaire du rejet, par la juridiction suprême, d'une demande de renvoi préjudiciel à la Cour de justice de l'Union européenne : *non-violation*
Baydar c. Pays-Bas, 55385/14, 24 avril 2018.....n° 217

Insuffisance du contrôle juridictionnel dans une affaire où le requérant se dit victime d'un piège tendu par les autorités : *violation*
Tchokhonelidze c. Géorgie, 31536/07, 28 juin 2018n° 219

Plainte concernant le refus par une juridiction nationale de rouvrir une procédure pénale suite au constat d'une violation de l'article 6 par la Cour européenne : *recevable*
Rejet par la Cour de Cassation d'une demande de révision d'un jugement pénal suite à un de la Cour européenne concluant à une violation de l'article 6 : *non-violation*
Kontalexis c. Grèce (n° 2), 29321/13, 6 septembre 2018n° 221

Réexamen par la Cour suprême des points de fait et de droit d'une accusation pénale consécutive à un procès par défaut : *non-violation*
Gestur Jónsson et Ragnar Halldór Hall c. Islande, 68273/14 et 68271/14, 30 octobre 2018n° 222

Condamnation pour meurtre fondée sur des déclarations incohérentes des témoins à charge dans le cadre d'une procédure où toutes les dépositions des témoins de la défense ont été exclues : *violation*
Zhang c. Ukraine, 6970/15, 13 novembre 2018.....n° 223

-000-

Ressortissants ukrainiens déclarés coupables de terrorisme par des juridictions russes pour des actes commis en Crimée après l'annexion de la péninsule : *affaire communiquée*
Sentsov et Kolchenko c. Russie, 29627/16.....n° 224

Égalité des armes

Impossibilité pour un avocat de se défendre seul dans la procédure pénale ouverte contre lui : *non-violation*
Correia de Matos c. Portugal [GC], 56402/12, 4 avril 2018.....n° 217

-000-

Constitution de partie civile du président de la République en exercice dans la procédure ayant condamné un escroc à la carte bancaire : *non-violation*
Thiam c. France, 80018/12, 18 octobre 2018n° 222

Tribunal indépendant et impartial

Adoption en cours de procès d'une modification de la loi qui a allongé les délais de prescription pour des infractions non encore prescrites : *non-violation*
Chim et Przywieczerski c. Pologne, 36661/07 et 38433/07, 12 avril 2018n° 217

Constitution de partie civile du président de la République en exercice dans la procédure ayant condamné un escroc à la carte bancaire : *non-violation*
Thiam c. France, 80018/12, 18 octobre 2018n° 222

Tribunal impartial

Absence de dépaysement de l'affaire bien que le tribunal soit visé par une action en réparation : *violation*
Boyan Gospodinov c. Bulgarie, 28417/07, 5 avril 2018.....n° 217

Tribunal établi par la loi

Ressortissants ukrainiens déclarés coupables de terrorisme par des juridictions russes pour des actes commis en Crimée après l'annexion de la péninsule : *affaire communiquée*
Sentsov et Kolchenko c. Russie, 29627/16.....n° 224

ARTICLE 6 § 1 (ADMINISTRATIF)

Droits et obligations de caractère civil

Procédure juridictionnelle contre un constat public de conflit d'intérêts lors de l'exercice d'un mandat électif : *article 6 non applicable*

Cătănciu c. Roumanie (déc.), 22717/17, 13 novembre 2018n° 224

Contestation

Existence d'une contestation, lors d'une liquidation administrative, à partir de la demande du créancier au commissaire liquidateur de l'admission de son crédit dans la liste de créances : *article 6 applicable*

Cipolletta c. Italie, 38259/09, 11 janvier 2018n° 214

Accusation en matière pénale

Procédure juridictionnelle contre un constat public de conflit d'intérêts lors de l'exercice d'un mandat électif : *article 6 non applicable*

Cătănciu c. Roumanie (déc.), 22717/17, 13 novembre 2018n° 224

Accès à un tribunal

Manquement des autorités nationales à se conformer à une décision de justice provisoire faisant obstacle à la démolition d'un immeuble d'habitation : *violation*

Sharxhi et autres c. Albanie, 10613/16, 11 janvier 2018n° 214

Requérants privés d'accès à un tribunal dans une région qui n'est plus contrôlée par le Gouvernement : *non-violation*

Tsezar et autres c. Ukraine, 73590/14 et al., 13 février 2018n° 215

Procès équitable

Absence d'audience publique et caractère limité du contrôle exercé par la Cour suprême sur les décisions disciplinaires du Conseil supérieur de la magistrature : *violation*

Ramos Nunes de Carvalho e Sá c. Portugal [GC], 55391/13 et al., 6 novembre 2018n° 223

Audience publique

Absence d'audience publique et caractère limité du contrôle exercé par la Cour suprême sur les décisions disciplinaires du Conseil supérieur de la magistrature : *violation*

Ramos Nunes de Carvalho e Sá c. Portugal [GC], 55391/13 et al., 6 novembre 2018n° 223

Tribunal indépendant et impartial

Défaut allégué d'indépendance et d'impartialité de la Cour suprême dans la dualité de fonction de son président et la carrière de ses juges étant en lien avec le Conseil supérieur de la magistrature : *non-violation*

Ramos Nunes de Carvalho e Sá c. Portugal [GC], 55391/13 et al., 6 novembre 2018n° 223

ARTICLE 6 § 1 (DISCIPLINAIRE)

Procès équitable

Absence d'audience publique et caractère limité du contrôle exercé par la Cour suprême sur les décisions disciplinaires du Conseil supérieur de la magistrature : *violation*

Ramos Nunes de Carvalho e Sá c. Portugal [GC], 55391/13 et al., 6 novembre 2018n° 223

Audience publique

Absence d'audience publique et caractère limité du contrôle exercé par la Cour suprême sur les décisions disciplinaires du Conseil supérieur de la magistrature : *violation*

Ramos Nunes de Carvalho e Sá c. Portugal [GC], 55391/13 et al., 6 novembre 2018.....n° 223

Tribunal indépendant et impartial

Défaut allégué d'indépendance et d'impartialité de la Cour suprême dans la dualité de fonction de son président et la carrière de ses juges étant en lien avec le Conseil supérieur de la magistrature : *non-violation*

Ramos Nunes de Carvalho e Sá c. Portugal [GC], 55391/13 et al., 6 novembre 2018.....n° 223

-000-

Mode de nomination des arbitres du Tribunal arbitral du sport : *non-violation*

Mutu et Pechstein c. Suisse, 40575/10 et 67474/10, 2 octobre 2018.....n° 222

ARTICLE 6 § 1 (EXÉCUTION)

Accès à un tribunal

Inexécution de la saisie, ordonnée par un juge depuis cinq ans, d'un immeuble occupé à titre abusif par des tiers : *violation*

Casa di Cura Valle Fiorita S.r.l. c. Italie, 67944/13, 13 décembre 2018.....n° 224

ARTICLE 6 § 2

Présomption d'innocence

Licenciement d'un concierge d'une école pour faute professionnelle alors que celui-ci attendait encore d'être jugé pénalement pour les mêmes faits : *non-violation*

Güç c. Turquie, 15374/11, 23 janvier 2018.....n° 214

Prise en compte, lors de la fixation de la peine, d'infractions pour lesquelles le requérant n'avait pas été condamné : *non-violation*

Bikas c. Allemagne, 76607/13, 25 janvier 2018n° 214

Termes employés par les juridictions administratives dans le cadre de la confirmation du licenciement d'enseignants à la suite d'une procédure pénale classée sans suite : *violation ; non-violation*

Urat c. Turquie, 53561/09 et 13952/11, 27 novembre 2018.....n° 223

-000-

Condamnation pour faux témoignage d'un délinquant déjà condamné qui avait refusé de désigner nommément ses complices : *irrecevable*

Wanner c. Allemagne (déc.), 26892/12, 23 octobre 2018.....n° 223

ARTICLE 6 § 3 a)

Information dans une langue comprise

Absence, dans un procès pénal, de traduction orale des débats et de traduction écrite des pièces vers une langue que l'accusé maîtrise suffisamment : *violation*

Vizgirda c. Slovénie, 59868/08, 28 août 2018n° 221

ARTICLE 6 § 3 c)

Se défendre avec l'assistance d'un défenseur

Impossibilité pour un avocat de se défendre seul dans la procédure pénale ouverte contre lui : *non-violation*

Correia de Matos c. Portugal [GC], 56402/12, 4 avril 2018.....n° 217

Loi ne prévoyant pas l'assistance d'un avocat lors des interrogatoires par la police et par le juge d'instruction dans la phase initiale de la procédure pénale : *violation*

Beuze c. Belgique [GC], 71409/10, 9 novembre 2018n° 223

-000-

Absence de notification du droit à un avocat, de l'interpellation au placement en garde à vue, ayant eu une incidence sur l'équité globale de la procédure : *violation*

Rodionov c. Russie, 9106/09, 11 décembre 2018.....n° 224

ARTICLE 6 § 3 d)

Interrogation des témoins

Impossibilité pour la défense d'interroger des témoins lors du procès pénal : *non-violation*

Murtazaliyeva c. Russie [GC], 36658/05, 18 décembre 2018.....n° 224

-000-

Condamnation sur la base des déclarations d'un coaccusé sans possibilité de confrontation : *violation*

Kuchta c. Pologne, 58683/08, 23 janvier 2018.....n° 214

Condamnation fondée principalement sur la déposition d'une victime décédée non interrogée par les accusés: *non-violation*

Dimitrov et Momin c. Bulgarie, 35132/08, 7 juin 2018.....n° 219

Condamnation pour violences domestiques fondée sur des déclarations fortement corroborées et rapportées par le juge d'instruction émanant d'une victime non interrogée car refusant de témoigner au procès : *non-violation*

N.K. c. Allemagne, 59549/12, 26 juillet 2018n° 220

ARTICLE 6 § 3 e)

Assistance gratuite d'un interprète

Absence, dans un procès pénal, de traduction orale des débats et de traduction écrite des pièces vers une langue que l'accusé maîtrise suffisamment : *violation*

Vizgirda c. Slovaquie, 59868/08, 28 août 2018n° 221

ARTICLE 7

Nullum crimen sine lege

Amende imposée *in absentia* à des avocats de la défense de manière raisonnablement prévisible : *non-violation*

Gestur Jónsson et Ragnar Halldór Hall c. Islande, 68273/14 et 68271/14, 30 octobre 2018.....n° 222

Nulla poena sine lege

Confiscation automatique et intégrale des terrains illicitement lotis, indépendamment de toute responsabilité pénale : *violation ; non-violation*

G.I.E.M. S.r.l. et autres c. Italie [GC], 1828/06 et al., 28 juin 2018n° 219

Peine plus forte

Détention de sûreté subséquente d'un meurtrier condamné, sur la base d'évaluations psychiatriques indiquant qu'il restait dangereux : *non-violation*

Ilmseher c. Allemagne [GC], 10211/12, 4 décembre 2018n° 224

-000-

Peine de prison ultérieurement remplacée par un internement psychiatrique : *non-violation*

Kadusic c. Suisse, 43977/13, 9 janvier 2018n° 214

Absence d'attente légitime quant au cumul des peines purgées dans un autre État membre de l'UE : *non-violation*

Arrozpide Sarasola et autres c. Espagne, 65101/16 et al., 23 octobre 2018n° 222

Peine plus forte

Détention de sûreté subséquente d'un meurtrier condamné, sur la base d'évaluations psychiatriques indiquant qu'il restait dangereux : *non-violation*

Ilmseher c. Allemagne [GC], 10211/12, 4 décembre 2018n° 224

ARTICLE 8

Respect de la vie privée et familiale

Obligation imposée aux sportifs de haut niveau, inscrits dans un « groupe cible », de fournir à l'avance leur localisation afin de procéder à des contrôles inopinés pour lutter contre le dopage : *non-violation*

Fédération nationale des associations et syndicats de sportifs (FNASS) et autres c. France, 48151/11 et 77769/13, 18 janvier 2018n° 214

Enterrement d'une victime d'un acte criminel en l'absence de mesures raisonnables pour en informer les proches : *violation*

Lozovyye c. Russie, 4587/09, 24 avril 2018n° 217

Exhumation, dans le cadre d'un procès pénal, des restes de personnes défuntes contre la volonté de leurs familles : *violation*

Solska et Rybicka c. Pologne, 30491/17 et 31083/17, 20 septembre 2018n° 221

Manquement de la police à protéger les habitants roms d'un village du saccage planifié de leurs domiciles par une foule animée de sentiments anti-Roms : *violation*

Burlya et autres c. Ukraine, 3289/10, 6 novembre 2018n° 223

-000-

Éducation sexuelle obligatoire dans les écoles publiques pour les enfants de 4 à 8 ans : *irrecevable*

A.R. et L.R. c. Suisse (déc.), 22338/15, 19 décembre 2017n° 214

-000-

Impossibilité légale, pour une personne née d'un don de gamètes, de connaître l'identité du donneur : <i>affaires communiquées</i> <i>Gauvin-Fournis c. France, 21424/16</i> <i>Silliau c. France, 45728/17</i>	n° 219
---	--------

Respect de la vie privée

Révocation d'un juge de sa fonction de président de juridiction d'appel au motif qu'il s'était mal acquitté de ses fonctions administratives : <i>article 8 non applicable ; irrecevable</i> <i>Denisov c. Ukraine [GC], 76639/11, 25 septembre 2018</i>	n° 221
---	--------

-000-

Vidéosurveillance secrète des caissières d'un supermarché par leur employeur : <i>affaire renvoyée devant la Grande Chambre</i> <i>López Ribalda et autres c. Espagne, 1874/13 et 8567/13 (arrêt de chambre du 9 janvier 2018)</i>	n° 218
---	--------

-000-

Vidéosurveillance secrète des caissières d'un supermarché par leur employeur : <i>violation</i> <i>López Ribalda et autres c. Espagne, 1874/13, 9 janvier 2018</i>	n° 214
---	--------

Pouvoir pour les autorités douanières de consulter et de copier les données électroniques des particuliers en l'absence de soupçons raisonnables de méfaits : <i>violation</i> <i>Ivashchenko c. Russie, 61064/10, 13 février 2018</i>	n° 215
---	--------

Licenciement d'un salarié pour avoir stocké sur son ordinateur professionnel un gros volume d'images pornographiques : <i>non-violation</i> <i>Libert c. France, 588/13, 22 février 2018</i>	n° 215
---	--------

Adoption d'un enfant sans tenir dûment compte de l'intérêt de sa tante à devenir sa tutrice légale : <i>violation</i> <i>Lazoriva c. Ukraine, 6878/14, 17 avril 2018</i>	n° 217
---	--------

Obtention par la police, sans décision du juge, de renseignements associés à une adresse IP (Internet Protocol) dynamique : <i>violation</i> <i>Benedik c. Slovénie, 62357/14, 24 avril 2018</i>	n° 217
---	--------

Immigré apatride ne pouvant régulariser sa situation à la suite de l'éclatement de l'État prédécesseur, malgré de nombreuses années de séjour toléré : <i>violation</i> <i>Hoti c. Croatie, 63311/14, 26 avril 2018</i>	n° 217
--	--------

Invalidation arbitraire de passeports russes qui avaient été délivrés à des ressortissants de l'ex-Union soviétique : <i>violation</i> <i>Alpeyeva et Dzhalagoniya c. Russie, 7549/09 et 33330/11, 12 juin 2018</i>	n° 219
--	--------

Refus d'obliger des médias à anonymiser des matériaux en ligne anciens à la demande des auteurs d'un crime près de sortir de prison : <i>non-violation</i> <i>M.L. et W.W. c. Allemagne, 60798/10 et 65599/10, 28 juin 2018</i>	n° 219
--	--------

Refus des tribunaux d'accorder le remboursement des frais de justice et une indemnité pour des déclarations diffamatoires déclarées nulles et non avenues : <i>non-violation</i> <i>Egill Einarsson c. Islande (n° 2), 31221/15, 17 juillet 2018</i>	n° 220
---	--------

Refus par les tribunaux d'accorder au père biologique potentiel un droit de visite ou d'ordonner aux parents légaux de lui donner des informations sur l'enfant : <i>non-violation</i> <i>Fröhlich c. Allemagne, 16112/15, 26 juillet 2018</i>	n° 220
---	--------

Service militaire d'un appelé n'ayant pas informé les autorités de sa scoliose lombaire : <i>non-violation</i> <i>Kasat c. Turquie, 61541/09, 11 septembre 2018</i>	n° 221
--	--------

Conformité à la Convention d'un régime de surveillance secrète, notamment de l'interception massive de communications vers l'extérieur : <i>violations</i> <i>Big Brother Watch et autres c. Royaume-Uni, 58170/13 et al., 13 septembre 2018</i>	n° 221
Législation empêchant les professionnels de la santé d'aider les accouchements à domicile : <i>non-violation</i> <i>Pojatina c. Croatie, 18568/12, 4 octobre 2018</i>	n° 222
Refus des autorités d'autoriser le changement de prénom avant la réalisation de l'opération de conversion sexuelle : <i>violation</i> <i>S.V. c. Italie, 55216/08, 11 octobre 2018</i>	n° 222
Nouvelle saisie, cinq minutes après leur restitution, de matériaux illégalement confisqués : <i>violation</i> <i>Visy c. Slovaquie, 70288/13, 16 octobre 2018</i>	n° 222
Manquement des tribunaux à protéger les auteurs d'un rapport sur les droits des minorités contre des attaques verbales et menaces physiques proférées dans la presse: <i>violation</i> <i>Kaboğlu et Oran c. Turquie, 1759/08 et al., 30 octobre 2018</i>	n° 222
Enseignant ayant harcelé une collègue, nommé cité dans un jugement prononcé à l'issue d'une procédure menée contre son employeur sans qu'il en eût été informé : <i>violation</i> <i>Vicent Del Campo c. Espagne, 25527/13, 6 novembre 2018</i>	n° 223

-000-

Rejet de la demande de dommages-intérêts et du blocage définitif des pages d'un site internet comportant des écrits diffamatoires : <i>irrecevable</i> <i>Oktar c. Turquie (déc.), 59040/08, 30 janvier 2018</i>	n° 215
Épouse de l'accusé contrainte de se soumettre à un prélèvement buccal dans le cadre d'une procédure pénale : <i>irrecevable</i> <i>Caruana c. Malte (déc.), 41079/16, 15 mai 2018</i>	n° 218
Révocation de juges et de procureurs à la suite de l'abaissement de l'âge de départ obligatoire à la retraite : <i>article 8 non applicable ; irrecevable</i> <i>J.B. et autres c. Hongrie (déc.), 45434/12 et al., 20 décembre 2018</i>	n° 224

-000-

Refus des autorités de reconnaître la nationalité azerbaïdjanaise à des personnes en possession de documents officiels attestant leur nationalité : <i>affaires communiquées</i> <i>Ahmadov et 4 autres requêtes c. Azerbaïdjan, 32538/10 et al.</i>	n° 218
Refus des autorités de modifier le signalement ethnique de la requérante : <i>affaire communiquée</i> <i>Gabel c. Azerbaïdjan, 62437/10</i>	n° 221
Ingérence dans les systèmes (« hacking ») par les services de renseignement : <i>affaire communiquée</i> <i>Privacy International et autres c. Royaume-Uni, 46259/16</i>	n° 224

Respect de la vie familiale

Décision des autorités internes d'autoriser l'adoption d'un enfant psychologiquement vulnérable par sa famille d'accueil : <i>affaire renvoyée devant la Grande Chambre</i> <i>Strand Lobben et autres c. Norvège, 37283/13 (arrêt de chambre du 30 novembre 2017)</i>	n° 217
---	--------

-000-

Inexécution par le père grec d'un jugement grec d'attribution du droit de garde d'un enfant à sa mère en France : <i>non-violation</i> <i>M.K. c. Grèce, 51312/16, 1^{er} février 2018</i>	n° 215
---	--------

Défaillances procédurales alléguées dans la décision d'une juridiction nationale de retirer des enfants à leurs parents : <i>non-violation</i> <i>Tlapak et autres c. Allemagne, 11308/16 et 11344/16, 22 mars 2018</i> <i>Wetjen et autres c. Allemagne, 68125/14 et 72204/14, 22 mars 2018</i>	n° 216
Circonstances exceptionnelles justifiant l'adoption d'enfants, victimes de violences domestiques, par une famille d'accueil : <i>non-violation</i> <i>Mohamed Hasan c. Norvège, 27496/15, 26 avril 2018</i>	n° 217
Séparation prolongée d'un père et de son enfant en raison de l'absence de possibilité légale d'obtenir un droit de visite pendant la procédure de divorce : <i>violation</i> <i>Cristian Cătălin Ungureanu c. Roumanie, 6221/14, 4 septembre 2018</i>	n° 221
Refus à une mère d'un droit de visite à l'égard de sa fille placée en famille d'accueil, en raison d'un risque d'enlèvement : <i>violation</i> <i>Jansen c. Norvège, 2822/16, 6 septembre 2018</i>	n° 221
Examen insuffisant de la cause du père dans une affaire d'attribution de la garde d'un enfant : <i>violation</i> <i>Petrov et X c. Russie, 23608/16, 23 octobre 2018</i>	n° 222
Déchéance des droits parentaux d'une mère malade mentale au motif de son incapacité à s'occuper de son enfant : <i>non-violation</i> <i>S.S. c. Slovénie, 40938/16, 30 octobre 2018</i>	n° 222
Obligation faite à un époux de déposer dans une procédure pénale dans laquelle son épouse était « témoin spécial » : <i>violation</i> <i>Kryževičius c. Lituanie, 67816/14, 11 décembre 2018</i>	n° 224
Refus des juridictions nationales de rendre un enfant à son père compte tenu du souhait de la fillette de rester avec ses grands-parents : <i>non-violation</i> <i>Khusnutdinov et X c. Russie, 76598/12, 18 décembre 2018</i>	n° 224
-ooo-	
Ordonnance imposant la restitution à ses parents biologiques d'un enfant de six ans qui vivait depuis sa naissance chez les requérants : <i>irrecevable</i> <i>Antkowiak c. Pologne (déc.), 27025/17, 14 juin 2018</i>	n° 219

Respect du domicile

Obligation imposée aux sportifs de haut niveau, inscrits dans un « groupe cible », de fournir à l'avance leur localisation afin de procéder à des contrôles inopinés pour lutter contre le dopage : <i>non-violation</i> <i>Fédération nationale des associations et syndicats de sportifs (FNASS) et autres c. France, 48151/11 et 77769/13, 18 janvier 2018</i>	n° 214
Manquement de la police à protéger les habitants roms d'un village du saccage planifié de leurs domiciles par une foule animée de sentiments anti-Roms : <i>violation</i> <i>Burlya et autres c. Ukraine, 3289/10, 6 novembre 2018</i>	n° 223
Expulsion de femmes qui avaient résidé cinq ans sans autorisation dans des logements fournis par l'État à leurs époux respectifs : <i>violation</i> <i>Popov et autres c. Russie, 44560/11, 27 novembre 2018</i>	n° 223
-ooo-	
Impossibilité de plaider le défaut de proportionnalité face à la demande d'ordonnance de mise en possession introduite par un propriétaire privé : <i>irrecevable</i> <i>F.J.M. c. Royaume-Uni (déc.), 76202/16, 6 novembre 2018</i>	n° 223

Respect de la correspondance

- Interception et lecture par un policier de notes manuscrites remises ostensiblement par un avocat à ses clients : *violation*
Laurent c. France, 28798/13, 24 mai 2018.....n° 218
- Proportionnalité et garanties offertes par la législation suédoise sur le renseignement d'origine électromagnétique : *non-violation*
Centrum för Rättvisa c. Suède, 35252/08, 19 juin 2018n° 219
- Nouvelle saisie, cinq minutes après leur restitution, de matériaux illégalement confisqués : *violation*
Visy c. Slovaquie, 70288/13, 16 octobre 2018n° 222

Obligations positives

- Aucune prise en charge d'une fille de quatorze ans, laissée seule suite à l'arrestation de ses parents : *violation ; non-violation*
Hadzhieva c. Bulgarie, 45285/12, 1^{er} février 2018n° 215
- Inexécution par le père grec d'un jugement grec d'attribution du droit de garde d'un enfant à sa mère en France : *non-violation*
M.K. c. Grèce, 51312/16, 1^{er} février 2018n° 215
- Absence de mesures des autorités, en temps utiles, de protection d'une mineure victime de prostitution et de viol : *violation*
V.C. c. Italie, 54227/14, 1^{er} février 2018n° 215
- Enterrement d'une victime d'un acte criminel en l'absence de mesures raisonnables pour en informer les proches : *violation*
Lozovyye c. Russie, 4587/09, 24 avril 2018.....n° 217
- Immigré apatride ne pouvant régulariser sa situation à la suite de l'éclatement de l'État prédécesseur, malgré de nombreuses années de séjour toléré : *violation*
Hoti c. Croatie, 63311/14, 26 avril 2018n° 217
- Refus d'obliger des médias à anonymiser des matériaux en ligne anciens à la demande des auteurs d'un crime près de sortir de prison : *non-violation*
M.L. et W.W. c. Allemagne, 60798/10 et 65599/10, 28 juin 2018.....n° 219
- Refus des tribunaux d'accorder le remboursement des frais de justice et une indemnité pour des déclarations diffamatoires déclarées nulles et non avenues : *non-violation*
Egill Einarsson c. Islande (n° 2), 31221/15, 17 juillet 2018n° 220
- Séparation prolongée d'un père et de son enfant en raison de l'absence de possibilité légale d'obtenir un droit de visite pendant la procédure de divorce : *violation*
Cristian Cătălin Ungureanu c. Roumanie, 6221/14, 4 septembre 2018n° 221
- Refus des autorités d'autoriser le changement de prénom avant la réalisation de l'opération de conversion sexuelle : *violation*
S.V. c. Italie, 55216/08, 11 octobre 2018.....n° 222
- Manquement des autorités à l'obligation de protéger le requérant contre une agression violente perpétrée par un malade mental qui l'avait menacé : *violation*
Milićević c. Monténégro, 27821/16, 6 novembre 2018n° 223
- 000-
- Absence d'inculpation par les autorités de l'auteur d'actes sexuels indécents contre mineur : *affaire communiquée*
K.M. c. l'ex-République yougoslave de Macédoine, 59144/16.....n° 221

ARTICLE 9

Liberté de conscience

Éducation sexuelle obligatoire dans les écoles publiques pour les enfants de 4 à 8 ans : *irrecevable*
A.R. et L.R. c. Suisse (déc.), 22338/15, 19 décembre 2017.....n° 214

ARTICLE 10

Liberté d'expression

Amende infligée à un parti politique ayant mis à la disposition des électeurs une application mobile de partage anonyme de photographies de leur bulletin de vote : *affaire renvoyée devant la Grande Chambre*
Magyar Kétfarkú Kutya Párt c. Hongrie, 201/17 (arrêt de chambre du 23 janvier 2018).....n° 218

-ooo-

Révocation d'un fonctionnaire pour un article empiétant sur la mission légale d'identification des éventuels collaborateurs de la Securitate dévolue à son administration employeur : *non-violation*
Catalan c. Roumanie, 13003/04, 9 janvier 2018.....n° 214

ONG tenue pour responsable d'une atteinte aux droits de la personnalité pour avoir qualifié de « racisme verbal » le discours d'un homme politique : *violation*
GRA Stiftung gegen Rassismus und Antisemitismus c. Suisse, 18597/13, 9 janvier 2018.....n° 214

Amende infligée à un parti politique au motif que celui-ci avait mis à la disposition des électeurs une application pour téléphone mobile leur permettant de partager des photographies anonymes de leurs bulletins de vote : *violation*
Magyar Kétfarkú Kutya Párt c. Hongrie, 201/17, 23 janvier 2018.....n° 214

Contrôle juridictionnel insuffisant pour contrebalancer le secret des motifs du refus d'un agrément de sécurité pour émettre : *violation*
Aydoğan et Dara Radyo Televizyon Yayınılık Anonim Şirketi c. Turquie, 12261/06, 13 février 2018.....n° 215

Surveillance secrète d'une personnalité publique à des fins journalistiques : *violation ; non-violation*
Alpha Doryforiki Tileorasi Anonymi Etairia c. Grèce, 72562/10, 22 février 2018.....n° 215

Condamnation à la suite d'une manifestation organisée sur un monument aux morts : *non-violation*
Sinkova c. Ukraine, 39496/11, 27 février 2018.....n° 215

Peine de prison pour avoir publiquement mis le feu à une grande photo du couple royal, placée tête à l'envers : *violation*
Stern Taulats et Roura Capellera c. Espagne, 51168/15 et 51186/15, 13 mars 2018.....n° 216

Condamnation pour diffamation en raison de déclarations journalistiques présentées sous forme de questions et traitées comme des déclarations factuelles par les juridictions nationales : *violation*
Falzon c. Malte, 45791/13, 20 mars 2018.....n° 216

Détention de journalistes accusés d'infraction en lien avec le terrorisme à la suite d'une tentative de coup d'État : *violations*
Mehmet Hasan Altan c. Turquie, 13237/17, 20 mars 2018
Şahin Alpay c. Turquie, 16538/17, 20 mars 2018.....n° 216

Condamnation pénale pour injure publique envers le Premier ministre lors d'un discours : <i>violation</i> <i>Uzan c. Turquie, 30569/09, 20 mars 2018</i>	n° 216
Avertissement donné à un avocat pour ses propos tenus à la presse, à la sortie de la salle d'audience suite au verdict : <i>violation</i> <i>Ottan c. France, 41841/12, 19 avril 2018</i>	n° 217
Peine de prison avec trois ans d'interdiction du journalisme, pour des appels à l'extrémisme en relation avec le conflit tchéchène : <i>violation</i> <i>Stomakhin c. Russie, 52273/07, 9 mai 2018</i>	n° 218
Insuffisances dans le contrôle judiciaire d'un blâme infligé à un universitaire pour participation non autorisée à une émission télévisée : <i>violation</i> <i>Kula c. Turquie, 20233/06, 19 juin 2018</i>	n° 219
Amende administrative sanctionnant la divulgation d'informations militaires confidentielles dans le cadre d'une enquête journalistique : <i>violation</i> <i>Gîrleanu c. Roumanie, 50376/09, 26 juin 2018</i>	n° 219
Emprisonnement de requérantes coupables d'avoir chanté une chanson protestataire dans une cathédrale et interdiction d'accès à leurs vidéos en ligne : <i>violations</i> <i>Mariya Alekhina et autres c. Russie, 38004/12, 17 juillet 2018</i>	n° 220
Protection insuffisante de matériaux journalistiques visés par des systèmes de surveillance électronique : <i>violations</i> <i>Big Brother Watch et autres c. Royaume-Uni, 58170/13 et al., 13 septembre 2018</i>	n° 221
Interdiction de livres écrits par un célèbre théologien musulman classique, jugés extrémistes : <i>violation</i> <i>Ibragim Ibragimov et autres c. Russie, 1413/08 et 28621/11, 28 août 2018</i>	n° 221
Condamnation à une peine d'emprisonnement avec sursis pour des propos offensants tenus sur internet contre les policiers : <i>violation</i> <i>Savva Terentyev c. Russie, 10692/09, 28 août 2018</i>	n° 221
Condamnation pénale et amende infligées à l'auteur de propos accusant le prophète Mahomet de pédophilie : <i>non-violation</i> <i>E.S. c. Autriche, 38450/12, 25 octobre 2018</i>	n° 222
Journal condamné à verser des dommages-intérêts pour avoir publié un article jugé diffamatoire à l'égard d'un magistrat : <i>violation</i> <i>Narodni List d.d. c. Croatie, 2782/12, 8 novembre 2018</i>	n° 223
Absence de base légale pour la saisie de manuscrits de détenus : <i>violation</i> <i>Günana et autres c. Turquie, 70934/10 et al., 20 novembre 2018</i>	n° 223
Condamnation pour diffamation d'un requérant qui avait qualifié les méthodes employées par la police de « torture » au mépris de la définition juridique de cette notion : <i>violation</i> <i>Toranzo Gomez c. Espagne, 26922/14, 20 novembre 2018</i>	n° 223
Responsabilité d'un portail d'actualités en ligne engagée à raison de la publication d'un hyperlien menant à un contenu diffamatoire : <i>violation</i> <i>Magyar Jeti Zrt c. Hongrie, 11257/16, 4 décembre 2018</i>	n° 224
-ooo-	
Condamnation pour une attaque personnelle contre un juge dans un discours de campagne électorale : <i>irrecevable</i> <i>Meslot c. France (déc.), 50538/12, 9 janvier 2018</i>	n° 215

Blogueur condamné pour avoir publié dans un billet de blog des symboles inconstitutionnels (nazis) : *irrecevable*
Nix c. Allemagne (déc.), 35285/16, 13 mars 2018.....n° 217

Condamnation d'une société de télévision pour avoir diffusé des programmes faisant l'apologie d'une organisation terroriste : *irrecevable*
Roj TV A/S c. Danemark (déc.), 24683/14, 17 avril 2018.....n° 218

Avocats destitués temporairement de la représentation de leur client terroriste pour éviter la transmission de ses déclarations : *irrecevable*
Tuğluk et autres c. Turquie (déc.), 30687/05 et 45630/05, 27 septembre 2018.....n° 221

Condamnation pour faux témoignage d'un délinquant déjà condamné qui avait refusé de désigner nommément ses complices : *irrecevable*
Wanner c. Allemagne (déc.), 26892/12, 23 octobre 2018.....n° 223

-000-

Litige relatif à la propriété de parts dans une entreprise de télévision : *affaire communiquée*
Rustavi 2 Broadcasting Company Ltd et autres c. Géorgie, 16812/17.....n° 214

Ingérence dans les systèmes (« hacking ») par les services de renseignement : *affaire communiquée*
Privacy International et autres c. Royaume-Uni, 46259/16n° 224

Liberté de recevoir des informations

Saisie des exemplaires de journaux et de revues envoyés à un détenu par ses proches : *violation*
Rodionov c. Russie, 9106/09, 11 décembre 2018.....n° 224

-000-

Accès aux données de téléphonie mobile d'une journaliste qui étaient susceptibles de révéler ses sources : *affaire communiquée*
Sedletska c. Ukraine, 42634/18.....n° 223

Liberté de communiquer des informations

Contrôle juridictionnel insuffisant pour contrebalancer le secret des motifs du refus d'un agrément de sécurité pour émettre : *violation*
Aydoğan et Dara Radyo Televizyon Yayıncılık Anonim Şirketi c. Turquie, 12261/06, 13 février 2018.....n° 215

Révocation d'un procureur général pour communication d'informations aux médias au sujet d'une enquête sur un trafic d'influence : *violation*
Brisic c. Roumanie, 26238/10, 11 décembre 2018.....n° 224

ARTICLE 11

Liberté de réunion pacifique

Militant politique arrêté et poursuivi à maintes reprises pour infraction administrative tenant à l'irrégularité des rassemblements publics : *violation*
Navalnyy c. Russie [GC], 29580/12 et al., 15 novembre 2018n° 223

-000-

Inculpation et condamnation d'un activiste consécutivement à la dispersion d'un rassemblement pacifique : *violation*
Mushegh Saghatelyan c. Arménie, 23086/08, 20 septembre 2018.....n° 221

Professeurs d'université expulsés par la police et condamnés à des amendes pour être entrés sans autorisation dans le bureau du recteur au cours d'une manifestation : *non-violation*
Tuskia et autres c. Géorgie, 14237/07, 11 octobre 2018n° 222

Refus répétés d'autoriser la tenue de rassemblements publics LGBT : *violation*
Alekseyev et autres c. Russie, 14988/09, 27 novembre 2018.....n° 223

Liberté d'association

Interruption, durant sept ans, des activités d'une fondation, visant un État basé sur la *charia*, et non-restitution de certains biens : *non-violation*
Fondation Zehra et autres c. Turquie, 51595/07, 10 juillet 2018.....n° 220

Licenciement d'un conducteur de train qui a pris part à une grève malgré l'interdiction générale de faire grève imposée à certaines catégories de personnel ferroviaire : *violation*
Ognevenko c. Russie, 44873/09, 20 novembre 2018n° 223

-ooo-

Législation introduisant des restrictions aux mouvements de grève syndicaux et imposant un arbitrage obligatoire : *irrecevable*
Association of Academics c. Islande (déc.), 2451/16, 15 mai 2018.....n° 219

ARTICLE 12

Droit de se marier

Refus d'autoriser le mariage d'une personne placée sous un régime de protection juridique : *non-violation*
Delecolle c. France, 37646/13, 25 octobre 2018n° 222

ARTICLE 13

Recours effectif

Manquement des autorités nationales à se conformer à une décision de justice provisoire faisant obstacle à la démolition d'un immeuble d'habitation : *violation*
Sharxhi et autres c. Albanie, 10613/16, 11 janvier 2018n° 214

Décision de sanction pour outrage à magistrat d'un avocat de la défense qui avait critiqué le procureur et les experts ayant témoigné : *violation*
Čeferin c. Slovénie, 40975/08, 16 janvier 2018.....n° 214

Manquement allégué de l'État à faire exécuter un jugement définitif rendu contre un débiteur privé : *non-violation*
Ciocodeică c. Roumanie, 27413/09, 16 janvier 2018.....n° 214

Amende infligée à une entreprise pour avoir fait de la publicité pour des vêtements comportant des représentations de personnages religieux : *violation*
Sekmadienis Ltd. c. Lituanie, 69317/14, 30 janvier 2018n° 214

Jurisprudence nouvelle rendant effectif un recours en matière de durée de procédure, mais rendue publique trop récemment pour le requérant : *violation*
Brudan c. Roumanie, 75717/14, 10 avril 2018n° 217

Absence de recours interne effectif relativement à des refus répétés d'autoriser la tenue de rassemblements publics LGBT : *violation*
Alekseyev et autres c. Russie, 14988/09, 27 novembre 2018.....n° 223

-000-

Ingérence dans les systèmes (« hacking ») par les services de renseignement : *affaire communiquée*
Privacy International et autres c. Royaume-Uni, 46259/16n° 224

ARTICLE 14

Discrimination (articles 3 et 8)

Manquement de la police à protéger les habitants roms d'un village du saccage planifié de leurs domiciles par une foule animée de sentiments anti-Roms : *violation*
Burlya et autres c. Ukraine, 3289/10, 6 novembre 2018n° 223

Discrimination (article 4)

Assujettissement des hommes exemptés de service militaire à une taxe spéciale : *affaire communiquée*
Kung c. Suisse, 73307/17n° 218

Discrimination (article 5)

Refus de prononcer une peine non privative de liberté en raison du lieu de résidence : *violation*
Aleksandr Aleksandrov c. Russie, 14431/06, 27 mars 2018.....n° 216

Discrimination (article 8)

Expatriation ayant entraîné la perte de prestations sociales d'invalidité de type non contributif : *non-violation*
Belli et Arquier-Martinez c. Suisse, 65550/13, 11 décembre 2018.....n° 224

-000-

Assujettissement des hommes exemptés de service militaire à une taxe spéciale : *affaire communiquée*
Kung c. Suisse, 73307/17n° 218

Discrimination (article 11)

Refus répétés d'autoriser la tenue de rassemblements publics LGBT : *violation*
Alekseyev et autres c. Russie, 14988/09, 27 novembre 2018.....n° 223

Discrimination (article 1 du Protocole n° 1)

Application du droit islamique (charia) dans un litige concernant la succession d'un citoyen grec de confession musulmane : *violation*
Molla Sali c. Grèce [GC], 20452/14, 19 décembre 2018.....n° 224

-000-

Exclusion des propriétaires de locaux loués à des sociétés philharmoniques de la loi permettant de résilier les baux protégés en 2028 : *non-violation*
Bradshaw et autres c. Malte, 37121/15, 23 octobre 2018.....n° 222

-000-

Rang inférieur occupé par certaines créances de salariés en vertu des règles sur la faillite : *irrecevable*
Acar et autres c. Turquie (déc.), 26878/07 et 32446/07, 12 décembre 2017n° 214

Caractère discriminatoire allégué du niveau des salaires versés aux détenus : *irrecevable*
Dobrowolski et autres c. Pologne (déc.), 45651/11 et al., 13 mars 2018n° 217

-000-

Défaut d'indemnisation pour l'expropriation de maisons de fortune bâties et occupées par des déplacés internes à qui un logement temporaire gratuit a été ensuite fourni : *affaire communiquée*
Mammadov et autres c. Azerbaïdjan, 57978/14n° 219

Législation nationale prévoyant, dans certains cas, une imposition plus élevée pour les revenus tirés de pensions de retraite que pour les revenus salariaux : *affaires communiquées*
Taipale c. Finlande, 5855/18,
Tulokas c. Finlande, 5854/18n° 221

Discrimination (article 2 du Protocole n° 1)

Absence d'évaluation concrète et individualisée des besoins d'un étudiant handicapé pour garantir l'accessibilité des locaux universitaires : *violation*
Enver Şahin c. Turquie, 23065/12, 30 janvier 2018n° 214

Discrimination (article 3 du Protocole n° 1)

Mise à l'écart des élections partielles des partis n'ayant pas atteint le seuil électoral aux dernières élections générales : *non-violation*
Cernea c. Roumanie, 43609/10, 27 février 2018n° 215

-000-

Refus de l'État d'accorder une aide financière à un parti ayant atteint le niveau de représentativité requis par l'ancienne loi : *affaire communiquée*
Demokrat Parti c. Turquie, 8372/10n° 218

Électeurs des minorités nationales autorisés à voter pour la liste à choix unique de leur minorité et exclus des élections législatives nationales au scrutin proportionnel de liste : *affaires communiquées*
E.C. c. Hongrie, 65678/14
Bakirdzi c. Hongrie, 49636/14n° 220

ARTICLE 15

Dérogation en cas d'état d'urgence

Tentative avortée de coup d'État militaire : *dérogation justifiée ; proportionnalité des ingérences à examiner avec le fond*
Mehmet Hasan Altan c. Turquie, 13237/17, 20 mars 2018
Şahin Alpay c. Turquie, 16538/17, 20 mars 2018n° 216

ARTICLE 17

Interdiction de l'abus de droit

Condamnation d'une société de télévision pour avoir diffusé des programmes faisant l'apologie d'une organisation terroriste : *irrecevable*

Roj TV A/S c. Danemark (déc.), 24683/14, 17 avril 2018.....n° 218

ARTICLE 18

Restrictions dans un but non prévu

Entraves à la liberté de réunion dans le but d'étouffer le pluralisme politique : *violation*

Navalnyy c. Russie [GC], 29580/12 et al., 15 novembre 2018n° 223

-000-

Détention d'un défenseur des droits de l'homme et perquisition de son domicile et de son bureau afin de le bâillonner, de le punir et d'entraver ses activités : *violation*

Aliyev c. Azerbaïdjan, 68762/14 et 71200/14, 20 septembre 2018n° 221

Parlementaire empêché d'exercer son mandat électif par son maintien prolongé en détention provisoire dans le but d'étouffer le débat politique pluraliste : *violation*

Selahattin Demirtaş c. Turquie (n° 2), 14305/17, 20 novembre 2018.....n° 223

-000-

Litige relatif à la propriété de parts dans une entreprise de télévision : *affaire communiquée*

Rustavi 2 Broadcasting Company Ltd et autres c. Géorgie, 16812/17.....n° 214

ARTICLE 33

Requête interétatique

Allégations de violations massives des droits de l'homme en Crimée et dans l'est de l'Ukraine : *dessaisissement au profit de la Grande Chambre*

Ukraine c. Russie, 20958/14,

Ukraine c. Russie (IV), 42410/15,

Ukraine c. Russie (V), 8019/16,

Ukraine c. Russie (VI), 70856/16.....n° 218

Violations alléguées de la Convention dans la pratique administrative ressortant de l'examen des actions en justice d'une banque slovène pour le recouvrement de créances nées avant l'indépendance de la Croatie : *dessaisissement en faveur de la Grande Chambre*

Slovénie c. Croatie, 54155/16n° 224

ARTICLE 34

Locus standi

Locus standi de la compagne durant huit ans du requérant, entre-temps décédé

Delecolle c. France, 37646/13, 25 octobre 2018n° 222

Entraver l'exercice du droit de recours

Exécution hâtive d'une décision d'expulsion avant qu'une mesure provisoire indiquant d'y surseoir puisse être notifiée aux autorités : *manquement à se conformer à l'article 34*

M.A. c. France, 9373/15, 1^{er} février 2018.....n° 215

ARTICLE 35

ARTICLE 35 § 1

Épuisement des voies de recours internes

Effectivité d'un recours devant la Commission des pouvoirs d'enquête concernant la conformité générale à la Convention d'un régime de surveillance : *recevable*

Big Brother Watch et autres c. Royaume-Uni, 58170/13 et al., 13 septembre 2018.....n° 221

-000-

Griefs relatifs à l'exécution de décisions de justice après l'introduction de nouvelles voies de recours internes faisant suite à l'arrêt pilote *Gerasimov et autres* : *irrecevable*

Shtolts et autres c. Russie (déc.), 77056/14 et al., 30 janvier 2018.....n° 215

Nécessité d'exercer un recours juridictionnel contre le refus de surseoir à l'expulsion d'une personne gravement malade : *irrecevable*

Khaksar c. Royaume-Uni (déc.), 2654/18, 3 avril 2018.....n° 217

Obligation d'engager une action civile en cas de négligence médicale alléguée : *irrecevable*

Dumpe c. Lettonie (déc.), 71506/13, 16 octobre 2018.....n° 223

Non-utilisation de la possibilité d'une requête en révision après une décision de la chambre administrative de la Cour suprême : *irrecevable*

Galkin c. Russie (déc.), 5497/18, 13 décembre 2018n° 224

Recours interne effectif – Hungary

Effectivité d'un recours constitutionnel visant à contester la validité d'une loi qui touche directement un particulier : *irrecevable*

Mendrei c. Hongrie (déc.), 54927/15, 19 juin 2018.....n° 220

Recours interne effectif – Russie

Griefs relatifs à l'exécution de décisions de justice après l'introduction de nouvelles voies de recours internes faisant suite à l'arrêt pilote *Gerasimov et autres* : *irrecevable*

Shtolts et autres c. Russie (déc.), 77056/14 et al., 30 janvier 2018.....n° 215

Recours interne effectif – Royaume-Uni

Effectivité d'un recours devant la Commission des pouvoirs d'enquête concernant la conformité générale à la Convention d'un régime de surveillance : *recevable*

Big Brother Watch et autres c. Royaume-Uni, 58170/13 et al., 13 septembre 2018.....n° 221

Délai de six mois

Adjonction tardive par les requérants d'une période de 50 ans aux faits d'un grief reposant sur l'usucapion : *irrecevable*

Radomilja et autres c. Croatie [GC], 37685/10 et 22768/12, 20 mars 2018.....n° 216

ARTICLE 35 § 3 a)

Compétence ratione temporis

Absence de « lien véritable » entre une tuerie perpétrée en 1948 et la date à laquelle le droit de recours individuel a été reconnu : *irrecevable*

Chong et autres c. Royaume-Uni (déc.), 29753/16, 11 septembre 2018.....n° 222

Manifestement mal fondé

Absence d'un commencement de preuve concernant la destruction de biens, la mise en danger et l'infliction de mauvais traitements dans le contexte d'un conflit armé en Ossétie du Sud : *irrecevable*

Naniyeva et Bagayev c. Géorgie (déc.), 2256/09 et 2260/09, 20 novembre 2018.....n° 224

ARTICLE 35 § 3 b)

Aucun préjudice important

Absence de contrôle judiciaire efficace d'une perquisition, sans enjeu financier : *exception préliminaire rejetée*

Brazzi c. Italie, 57278/11, 27 septembre 2018.....n° 221

ARTICLE 37

Radiation du rôle

Requérant ne souhaitant plus sans équivoque maintenir sa requête, en raison de sa réhabilitation : *radiation du rôle*

Berlusconi c. Italie (déc.) [GC], 58428/13, 27 novembre 2018.....n° 223

Respect des droits de l'homme

Requérant ne souhaitant plus sans équivoque maintenir sa requête, en raison de sa réhabilitation : *radiation du rôle*

Berlusconi c. Italie (déc.) [GC], 58428/13, 27 novembre 2018.....n° 223

ARTICLE 46

ARTICLE 46 § 2

Exécution de l'arrêt

Une procédure de surveillance en cours devant le Comité des Ministres n'exclut pas l'examen d'une seconde requête portant sur des aspects nouveaux non tranchés par le premier arrêt

V.D. c. Croatie (n° 2), 19421/15, 15 novembre 2018.....n° 223

Exécution de l'arrêt – Mesures générales et individuelles

Comité des Ministres tenu de définir les mesures devant être prises par la Russie concernant l'interdiction de voyages à l'étranger

Berkovich et autres c. Russie, 5871/07 et al., 27 mars 2018.....n° 216

Exécution de l'arrêt – Mesures générales

État défendeur tenu de prendre des mesures générales garantissant que le régime d'exercice du droit de réunion ne constitue pas une entrave dissimulée à la liberté de réunion pacifique
Navalnyy c. Russie [GC], 29580/12 et al., 15 novembre 2018n° 223

-000-

État défendeur tenu de mettre fin aux arrestations et détentions arbitraires et aux poursuites punitives visant les personnes critiquant le gouvernement, les militants de la société civile et les défenseurs des droits de l'homme
Aliyev c. Azerbaïdjan, 68762/14 et 71200/14, 20 septembre 2018n° 221

État défendeur tenu de prendre des mesures générales relativement aux refus répétés d'autoriser la tenue de rassemblements publics LGBT
Alekseyev et autres c. Russie, 14988/09, 27 novembre 2018.....n° 223

État défendeur tenu d'assurer la responsabilité des agents de l'État coupables d'homicide illicite ou de mauvais traitements, lorsqu'il est décidé de surseoir au prononcé du jugement à leur rencontre
Hasan Köse c. Turquie, 15014/11, 18 décembre 2018.....n° 224

ARTICLE 1 DU PROTOCOLE N° 1

Biens

Actions en revendication de propriété concernant des biens en propriété sociale acquis par prescription acquisitive : *non-violation*
Radomilja et autres c. Croatie [GC], 37685/10 et 22768/12, 20 mars 2018.....n° 216

Respect des biens

Confiscation automatique et intégrale des terrains illicitement lotis, indépendamment de toute responsabilité pénale : *violation*
G.I.E.M. S.r.l. et autres c. Italie [GC], 1828/06 et al., 28 juin 2018n° 219

Responsabilité personnelle d'un associé pour les dettes d'une entreprise radiée en application d'une législation spéciale sur les sociétés dormantes : *non-violation*
Lekić c. Slovénie [GC], 36480/07, 11 décembre 2018.....n° 224

-000-

Démolition d'un immeuble d'habitation : *violation*
Sharxhi et autres c. Albanie, 10613/16, 11 janvier 2018n° 214

Obligation de rembourser des prestations sociales versées par erreur et constituant la seule source de revenus de la requérante : *violation*
Čakarević c. Croatie, 48921/13, 26 avril 2018.....n° 217

Annulation de décisions de justice définitives portant sur une privatisation, après des déclarations publiques du président et du Premier ministre : *violation*
Industrial Financial Consortium Investment Metallurgical Union c. Ukraine, 10640/05, 26 juin 2018.....n° 219

Défaut de mise en place par les autorités d'une procédure effective aux fins du remboursement d'obligations d'État : *violation*
Volokitin et autres c. Russie, 74087/10 et al., 3 juillet 2018n° 220

Propriété exposée de manière illégale à des détonations quotidiennes dans une mine voisine : *violation*
Dimitar Yordanov c. Bulgarie, 3401/09, 6 septembre 2018n° 221

Procédure d'expropriation condamnant les deux parties au paiement à la partie adverse d'un montant au titre des frais et dépens : *violation*
Musa Tarhan c. Turquie, 12055/17, 23 octobre 2018n° 222

Inexécution de la saisie, ordonnée par un juge depuis cinq ans, d'un immeuble occupé à titre abusif par des tiers : *violation*
Casa di Cura Valle Fiorita S.r.l. c. Italie, 67944/13, 13 décembre 2018n° 224

-000-

Rang inférieur occupé par certaines créances de salariés en vertu des règles sur la faillite : *irrecevable*
Acar et autres c. Turquie (déc.), 26878/07 et 32446/07, 12 décembre 2017n° 214

Réduction du niveau d'indexation des pensions de retraite sur l'inflation : *irrecevable*
Aielli et autres c. Italie (déc.), 27166/18 et 27167/18, 10 juillet 2018n° 220

-000-

Litige relatif à la propriété de parts dans une entreprise de télévision : *affaire communiquée*
Rustavi 2 Broadcasting Company Ltd et autres c. Géorgie, 16812/17n° 214

Privation de propriété

Rang inférieur occupé par certaines créances de salariés en vertu des règles sur la faillite : *irrecevable*
Acar et autres c. Turquie (déc.), 26878/07 et 32446/07, 12 décembre 2017n° 214

Montant d'une indemnité d'expropriation fixé sur la base de la valeur marchande du bien sans tenir compte de la principale source de revenus des fermiers : *violation*
Osmanyan et Amiraghyan c. Arménie, 71306/11, 11 octobre 2018n° 222

-000-

Défaut d'indemnisation pour l'expropriation de maisons de fortune bâties et occupées par des déplacés internes à qui un logement temporaire gratuit a été ensuite fourni : *affaire communiquée*
Mammadov et autres c. Azerbaïdjan, 57978/14n° 219

Réglementer l'usage des biens

Interdiction générale de vente des terres agricoles, reconduite indéfiniment : *violation*
Zelenchuk et Tsytsyura c. Ukraine, 846/16 et 1075/16, 22 mai 2018n° 218

Interdiction temporaire, en application de directives européennes, de la récolte commerciale de naissain de moules : *non-violation*
O'Sullivan McCarthy Mussel Development Ltd c. Irlande, 44460/16, 7 juin 2018n° 219

Monopole d'État dans le marché de la distribution des livres scolaires : *violation*
Könyv-Tár Kft et autres c. Hongrie, 21623/13, 16 octobre 2018n° 222

Injonction de démolir, sans indemnité, des constructions illégales situées à proximité de gazoducs ou d'oléoducs : *non-violation ; violation*
Zhidov et autres c. Russie, 54490/10 et al., 16 octobre 2018n° 222

Obligation pour les propriétaires d'un local loué à une société philharmonique d'appliquer un loyer extrêmement bas : *violation*
Bradshaw et autres c. Malte, 37121/15, 23 octobre 2018.....n° 222

-000-

Atteinte aux droits patrimoniaux découlant d'un impôt prélevé sur des indemnités d'expropriation : *irrecevable*
Cacciato c. Italie (déc.), 60633/16, 16 janvier 2018.....n° 215

Obligations positives

Défaillances dans une procédure pénale faisant suite à l'explosion d'une raffinerie qui avait causé des dommages matériels : *irrecevable*
Kurşun c. Turquie, 22677/10, 30 octobre 2018.....n° 222

ARTICLE 3 DU PROTOCOLE N° 1

Libre expression de l'opinion du peuple

Parlementaire empêché d'exercer son mandat électif par son maintien prolongé en détention provisoire, sans examen sérieux de la possibilité de mesures alternatives : *violation*
Selahattin Demirtaş c. Turquie (n° 2), 14305/17, 20 novembre 2018.....n° 223

-000-

Électeurs des minorités nationales autorisés à voter pour la liste à choix unique de leur minorité et exclus des élections législatives nationales au scrutin proportionnel de liste : *affaires communiquées*
E.C. c. Hongrie, 65678/14
Bakirdzi c. Hongrie, 49636/14n° 220

Se porter candidat aux élections

Parlementaire empêché d'exercer son mandat électif par son maintien prolongé en détention provisoire, sans examen sérieux de la possibilité de mesures alternatives : *violation*
Selahattin Demirtaş c. Turquie (n° 2), 14305/17, 20 novembre 2018.....n° 223

-000-

Interdiction pour un député de participer aux travaux parlementaires pendant son procès pénal : *affaire communiquée*
Liepiņš c. Lettonie, 24827/16.....n° 222

ARTICLE 1 DU PROTOCOLE N° 4

Interdiction de l'emprisonnement pour dette

Déclaration de culpabilité et condamnation à une peine de prison pour escroquerie après l'expiration du délai de prescription, à raison du non-respect d'une obligation contractuelle : *affaire communiquée*
Belobrov c. République de Moldova, 17873/15n° 223

ARTICLE 2 DU PROTOCOLE N° 4

ARTICLE 2 § 2

Liberté de quitter un pays

- Longue interdiction absolue aux personnes ayant eu accès à des « secrets d'État » de se rendre à l'étranger : *violation*
Berkovich et autres c. Russie, 5871/07 et al., 27 mars 2018.....n° 216
- Interdiction de voyager imposée en l'absence de base légale à des témoins dans des procédures pénales en cours : *violation*
Mursaliyev et autres c. Azerbaïdjan, 66650/13 et al., arrêt, 13 décembre 2018.....n° 224

ARTICLE 4 DU PROTOCOLE N° 4

Interdiction des expulsions collectives d'étrangers

- Groupe de migrants immédiatement ramené de l'autre côté de la frontière après avoir escaladé les clôtures : *affaire renvoyée devant la Grande Chambre*
N.D. et N.T. c. Espagne, 8675/15 et 8697/15 (arrêt de chambre du 3 octobre 2017).....n° 214

ARTICLE 1 DU PROTOCOLE N° 7

Garanties procédurales en cas d'expulsion d'étrangers

- Examen judiciaire insuffisant d'un ordre de quitter le territoire pour des motifs de sécurité nationale pris sur le fondement d'informations classifiées non divulguées : *violation*
Ljatifi c. l'ex-République yougoslave de Macédoine, 19017/16, 17 mai 2018.....n° 218

ARTICLE 2 DU PROTOCOLE N° 7

Droit à un double degré de juridiction en matière pénale

- Droit de recours ouvert seulement après que la peine de détention administrative a été purgée en totalité : *violation*
Tsvetkova et autres c. Russie, 54381/08 et al., 10 avril 2018.....n° 217

ARTICLE 4 DU PROTOCOLE N° 7

Droit à ne pas être jugé ou puni deux fois

- Renvoi en jugement après annulation d'une conversion des poursuites pénales en amende administrative : *dessaisissement au profit de la Grande Chambre*
Mihalache c. Roumanie, 54012/10n° 216

-000-

- Peine de prison remplacée par un internement psychiatrique par la voie d'une révision du jugement de condamnation : *non-violation*
Kadusic c. Suisse, 43977/13, 9 janvier 2018.....n° 214

-000-

Mesure d'exclusion interdisant à un individu condamné pour hooliganisme d'assister à des manifestations sportives : *irrecevable*
Seražin c. Croatie (déc.), 19120/15, 9 octobre 2018.....n° 223

ARTICLE 1 DU PROTOCOLE N° 12

Interdiction générale de la discrimination

Législation nationale prévoyant, dans certaines hypothèses, une imposition plus élevée pour les revenus tirés de pensions de retraite que pour les revenus salariaux : *affaires communiquées*
Taipale c. Finlande, 5855/18,
Tulokas c. Finlande, 5854/18.....n° 221

Diplomate se voyant signifier en raison de sa grossesse la cessation de sa mission : *affaire communiquée*
Napotnik c. Roumanie, 33139/13.....n° 222

ARTICLE 80 DU RÈGLEMENT DE LA COUR

Demande en révision d'un arrêt

Nouveau fait allégué dépourvu d'influence décisive sur les conclusions de l'arrêt initial : *demande en révision rejetée*
Irlande c. Royaume-Uni (révision), 5310/71, 20 mars 2018.....n° 216

AFFAIRES RETENUES POUR RENVOI DEVANT LA GRANDE CHAMBRE ET AFFAIRES DANS LESQUELLES UNE CHAMBRE S'EST DESSAISIE AU PROFIT DE LA GRANDE CHAMBRE

RENOIS

- López Ribalda et autres c. Espagne, 1874/13 et 8567/13 (arrêt de chambre du 9 janvier 2018)*.....n° 218
ARTICLE 8 : RESPECT DE LA VIE PRIVÉE
Vidéosurveillance secrète des caissières d'un supermarché par leur employeur : *affaire renvoyée devant la Grande Chambre*
- Magyar Kétfarkú Kutya Párt c. Hongrie, 201/17 (arrêt de chambre du 23 janvier 2018)*.....n° 218
ARTICLE 10 : LIBERTÉ D'EXPRESSION
Amende infligée à un parti politique ayant mis à la disposition des électeurs une application mobile de partage anonyme de photographies de leur bulletin de vote : *affaire renvoyée devant la Grande Chambre*
- N.D. et N.T. c. Espagne, 8675/15 et 8697/15 (arrêt de chambre du 3 octobre 2017)*.....n° 214
ARTICLE 4 DU PROTOCOLE N° 4 : INTERDICTION DES EXPULSIONS COLLECTIVES D'ÉTRANGERS
Groupe de migrants immédiatement ramené de l'autre côté de la frontière après avoir escaladé les clôtures : *affaire renvoyée devant la Grande Chambre*
- S.M. c. Croatie, 60561/14 (arrêt de chambre du 19 juillet 2018)*n° 224
ARTICLE 4 § 1 : TRAITE D'ÊTRES HUMAINS – OBLIGATIONS POSITIVES – ENQUÊTE EFFECTIVE
Défaut d'enquête effective sur des allégations de traite d'êtres humains et d'exploitation de la prostitution : *affaire renvoyée devant la Grande Chambre*
- Strand Lobben et autres c. Norvège, 37283/13 (arrêt de chambre du 30 novembre 2017)*n° 217
ARTICLE 8 : RESPECT DE LA VIE FAMILIALE
Décision des autorités internes d'autoriser l'adoption d'un enfant psychologiquement vulnérable par sa famille d'accueil : *affaire renvoyée devant la Grande Chambre*

DESSAISISSEMENTS

- M.N. et autres c. Belgique, 3599/18*.....n° 223
ARTICLE 1 : JURIDICTION DES ÉTATS
ARTICLE 3 : OBLIGATIONS POSITIVES (VOLET MATÉRIEL)
Refus de visas sollicités depuis le territoire d'un État non membre sur le fondement d'un risque de mauvais traitements : *dessaisissement en faveur de la Grande Chambre*
- Mihalache c. Roumanie, 54012/10*.....n° 216
ARTICLE 4 DU PROTOCOLE N° 7 : DROIT À NE PAS ÊTRE JUGÉ OU PUNI DEUX FOIS
Renvoi en jugement après annulation d'une conversion des poursuites pénales en amende administrative : *dessaisissement au profit de la Grande Chambre*
- Slovénie c. Croatie, 54155/16*.....n° 224
ARTICLE 33 : REQUÊTE INTERÉTATIQUE
Violations alléguées de la Convention dans la pratique administrative ressortant de l'examen des actions en justice d'une banque slovène pour le recouvrement de créances nées avant l'indépendance de la Croatie : *dessaisissement en faveur de la Grande Chambre*

Ukraine c. Russie, 20958/14,
Ukraine c. Russie (IV), 42410/15,
Ukraine c. Russie (V), 8019/16,
Ukraine c. Russie (VI), 70856/16.....n° 218

ARTICLE 33 : REQUÊTE INTERÉTATIQUE

Allégations de violations massives des droits de l'homme en Crimée et dans l'est de l'Ukraine :
dessaisissement au profit de la Grande Chambre

LISTE DES AFFAIRES DANS L'ORDRE ALPHABÉTIQUE DES ÉTATS MIS EN CAUSE

ALBANIE

Arrêts

Sharxhi et autres c. Albanie, 10613/16, 11 janvier 2018n° 214

ALLEMAGNE

Grande Chambre (arrêts/décisions)

Inseher c. Allemagne [GC], 10211/12, 4 décembre 2018.....n° 224

Arrêts

Bikas c. Allemagne, 76607/13, 25 janvier 2018.....n° 214

Fröhlich c. Allemagne, 16112/15, 26 juillet 2018.....n° 220

M.L. et W.W. c. Allemagne, 60798/10 et 65599/10, 28 juin 2018.....n° 219

N.K. c. Allemagne, 59549/12, 26 juillet 2018.....n° 220

Tlapak et autres c. Allemagne, 11308/16 et 11344/16, 22 mars 2018.....n° 216

Wetjen et autres c. Allemagne, 68125/14 et 72204/14, 22 mars 2018n° 216

Décisions

Nix c. Allemagne (déc.), 35285/16, 13 mars 2018.....n° 217

Wanner c. Allemagne (déc.), 26892/12, 23 octobre 2018n° 223

ARMÉNIE

Arrêts

Hovhannisyan c. Arménie, 18419/13, 19 juillet 2018n° 220

Mushegh Saghatelyan c. Arménie, 23086/08, 20 septembre 2018n° 221

Osmanyan et Amiraghyan c. Arménie, 71306/11, 11 octobre 2018.....n° 222

AUTRICHE

Arrêts

E.S. c. Autriche, 38450/12, 25 octobre 2018n° 222

AZERBAÏDJAN

Arrêts

Aliyev c. Azerbaïdjan, 68762/14 et 71200/14, 20 septembre 2018n° 221

Mursaliyev et autres c. Azerbaïdjan, 66650/13 et al., arrêt, 13 décembre 2018.....n° 224

Affaires communiquées

<i>Ahmadov et 4 autres requêtes c. Azerbaïdjan, 32538/10 et al.</i>	n° 218
<i>Gabel c. Azerbaïdjan, 62437/10</i>	n° 221
<i>Mammadov et autres c. Azerbaïdjan, 57978/14</i>	n° 219

BELGIQUE

Grande Chambre (arrêts/décisions)

<i>Beuze c. Belgique [GC], 71409/10, 9 novembre 2018</i>	n° 223
--	--------

Grande Chambre (renvois/dessaisissements)

<i>M.N. et autres c. Belgique, 3599/18 (dessaisissement)</i>	n° 223
--	--------

BULGARIE

Arrêts

<i>Aleksandar Sabev c. Bulgarie, 43503/08, 19 juillet 2018</i>	n° 220
<i>Boyan Gospodinov c. Bulgarie, 28417/07, 5 avril 2018</i>	n° 217
<i>Dimitar Yordanov c. Bulgarie, 3401/09, 6 septembre 2018</i>	n° 221
<i>Dimitrov et Momin c. Bulgarie, 35132/08, 7 juin 2018</i>	n° 219
<i>Hadzhieva c. Bulgarie, 45285/12, 1^{er} février 2018</i>	n° 215
<i>Kamenova c. Bulgarie, 62784/09, 12 juillet 2018</i>	n° 220

CROATIE

Grande Chambre (arrêts/décisions)

<i>Radomilja et autres c. Croatie [GC], 37685/10 et 22768/12, 20 mars 2018</i>	n° 216
<i>Zubac c. Croatie [GC], 40160/12, 5 avril 2018</i>	n° 217

Grande Chambre (renvois/dessaisissements)

<i>S.M. c. Croatie, 60561/14 (arrêt de chambre du 19 juillet 2018 – renvoi)</i>	n° 224
<i>Slovénie c. Croatie, 54155/16 (dessaisissement)</i>	n° 224

Arrêts

<i>Čakarević c. Croatie, 48921/13, 26 avril 2018</i>	n° 217
<i>Hoti c. Croatie, 63311/14, 26 avril 2018</i>	n° 217
<i>Narodni List d.d. c. Croatie, 2782/12, 8 novembre 2018</i>	n° 223
<i>Pojatina c. Croatie, 18568/12, 4 octobre 2018</i>	n° 222
<i>S.M. c. Croatie, 60561/14, 19 juillet 2018</i>	n° 215
<i>V.D. c. Croatie (n° 2), 19421/15, 15 novembre 2018</i>	n° 223

Décisions

<i>Seražin c. Croatie (déc.), 19120/15, 9 octobre 2018</i>	n° 223
--	--------

DANEMARK

Grande Chambre (arrêts/décisions)

S., V. et A. c. Danemark [GC], 35553/12 et al., 22 octobre 2018n° 222

Décisions

Roj TV A/S c. Danemark (déc.), 24683/14, 17 avril 2018n° 218

ESPAGNE

Grande Chambre (renvois/dessaisissements)

López Ribalda et autres c. Espagne, 1874/13 et 8567/13 (arrêt de chambre du 9 janvier 2018 – renvoi)n° 218

N.D. et N.T. c. Espagne, 8675/15 et 8697/15 (arrêt de chambre du 3 octobre 2017 – renvoi)n° 214

Arrêts

Arrozpide Sarasola et autres c. Espagne, 65101/16 et al., 23 octobre 2018n° 222

López Ribalda et autres c. Espagne, 1874/13, 9 janvier 2018n° 214

Stern Taulats et Roura Capellera c. Espagne, 51168/15 et 51186/15, 13 mars 2018n° 216

Toranzo Gomez c. Espagne, 26922/14, 20 novembre 2018n° 223

Vicent Del Campo c. Espagne, 25527/13, 6 novembre 2018n° 223

FINLANDE

Affaires communiquées

Taipale c. Finlande, 5855/18n° 221

Tulokas c. Finlande, 5854/18n° 221

FRANCE

Arrêts

Delecolle c. France, 37646/13, 25 octobre 2018n° 222

Fédération nationale des associations et syndicats de sportifs (FNASS) et autres c. France, 48151/11 et 77769/13, 18 janvier 2018n° 214

Hôpital local Saint-Pierre d'Oléron et autres c. France, 18096/12 et al., 8 novembre 2018n° 223

Laurent c. France, 28798/13, 24 mai 2018n° 218

Libert c. France, 588/13, 22 février 2018n° 215

M.A. c. France, 9373/15, 1^{er} février 2018n° 215

Ottan c. France, 41841/12, 19 avril 2018n° 217

Semache c. France, 36083/16, 21 juin 2018n° 219

Thiam c. France, 80018/12, 18 octobre 2018n° 222

Décisions

Mendy c. France (déc.), 71428/12, 27 septembre 2018n° 221

Meslot c. France (déc.), 50538/12, 9 janvier 2018n° 215

Affaires communiquées

<i>Gauvin-Fournis c. France</i> , 21424/16.....	n° 219
<i>Silliau c. France</i> , 45728/17.....	n° 219

GÉORGIE

Arrêts

<i>Sarishvili-Bolkvadze c. Géorgie</i> , 58240/08, 19 juillet 2018.....	n° 220
<i>Tchokhonelidze c. Géorgie</i> , 31536/07, 28 juin 2018.....	n° 219
<i>Tuskia et autres c. Géorgie</i> , 14237/07, 11 octobre 2018.....	n° 222

Décisions

<i>Naniyeva et Bagayev c. Géorgie (déc.)</i> , 2256/09 et 2260/09, 20 novembre 2018.....	n° 224
--	--------

Affaires communiquées

<i>Rustavi 2 Broadcasting Company Ltd et autres c. Géorgie</i> , 16812/17 (affaire communiquée).....	n° 214
--	--------

GRÈCE

Grande Chambre (arrêts/décisions)

<i>Molla Sali c. Grèce [GC]</i> , 20452/14, 19 décembre 2018.....	n° 224
---	--------

Arrêts

<i>Alpha Doryforiki Tileorasi Anonymi Etairia c. Grèce</i> , 72562/10, 22 février 2018.....	n° 215
<i>J.R. et autres c. Grèce</i> , 22696/16, 25 janvier 2018.....	n° 214
<i>Kontalexis c. Grèce (n° 2)</i> , 29321/13, 6 septembre 2018.....	n° 221
<i>M.K. c. Grèce</i> , 51312/16, 1 ^{er} février 2018.....	n° 215

HONGRIE

Grande Chambre (renvois/dessaisissements)

<i>Magyar Kétfarkú Kutya Párt c. Hongrie</i> , 201/17 (arrêt de chambre du 23 janvier 2018 – renvoi).....	n° 218
---	--------

Arrêts

<i>Könyv-Tár Kft et autres c. Hongrie</i> , 21623/13, 16 octobre 2018.....	n° 222
<i>Magyar Jeti Zrt c. Hongrie</i> , 11257/16, 4 décembre 2018.....	n° 224
<i>Magyar Kétfarkú Kutya Párt c. Hongrie</i> , 201/17, 23 janvier 2018.....	n° 214
<i>Somorjai c. Hongrie</i> , 60934/13, 28 août 2018.....	n° 221

Décisions

<i>J.B. et autres c. Hongrie (déc.)</i> , 45434/12 et al., 20 décembre 2018.....	n° 224
<i>Mendrei c. Hongrie (déc.)</i> , 54927/15, 19 juin 2018.....	n° 220

Affaires communiquées

<i>Bakirdzi c. Hongrie</i> , 49636/14.....	n° 220
<i>E.C. c. Hongrie</i> , 65678/14.....	n° 220

IRLANDE

Arrêts

O'Sullivan McCarthy Mussel Development Ltd c. Irlande, 44460/16, 7 juin 2018.....n° 219

ISLANDE

Arrêts

Egill Einarsson c. Islande (n° 2), 31221/15, 17 juillet 2018.....n° 220

Gestur Jónsson et Ragnar Halldór Hall c. Islande, 68273/14 et 68271/14, 30 octobre 2018n° 222

Décisions

Association of Academics c. Islande (déc.), 2451/16, 15 mai 2018n° 219

ITALIE

Grande Chambre (arrêts/décisions)

Berlusconi c. Italie (déc.) [GC], 58428/13, 27 novembre 2018n° 223

G.I.E.M. S.r.l. et autres c. Italie [GC], 1828/06 et al., 28 juin 2018.....n° 219

Arrêts

Brazzi c. Italie, 57278/11, 27 septembre 2018n° 221

Casa di Cura Valle Fiorita S.r.l. c. Italie, 67944/13, 13 décembre 2018n° 224

Cipolletta c. Italie, 38259/09, 11 janvier 2018n° 214

S.V. c. Italie, 55216/08, 11 octobre 2018n° 222

V.C. c. Italie, 54227/14, 1^{er} février 2018n° 215

Décisions

Aielli et autres c. Italie (déc.), 27166/18 et 27167/18, 10 juillet 2018n° 220

Cacciato c. Italie (déc.), 60633/16, 16 janvier 2018n° 215

L'EX-RÉPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACÉDOINE

Arrêts

Ljatifi c. l'ex-République yougoslave de Macédoine, 19017/16, 17 mai 2018n° 218

LETTONIE

Décisions

Dumpe c. Lettonie (déc.), 71506/13, 16 octobre 2018n° 223

Affaires communiquées

Liepiņš c. Lettonie, 24827/16n° 222

LITUANIE

Arrêts

<i>Abu Zubaydah c. Lituanie</i> , 46454/11, 31 mai 2018	n° 218
<i>Akeliënė c. Lituanie</i> , 54917/13, 16 octobre 2018	n° 222
<i>Kožemiakina c. Lituanie</i> , 231/15, 2 octobre 2018.....	n° 222
<i>Kryževičius c. Lituanie</i> , 67816/14, 11 décembre 2018	n° 224
<i>M.A. et autres c. Lituanie</i> , 59793/17, 11 décembre 2018.....	n° 224
<i>Sekmadienis Ltd. c. Lituanie</i> , 69317/14, 30 janvier 2018	n° 214

Affaires communiquées

<i>K.M. c. l'ex-République yougoslave de Macédoine</i> , 59144/16	n° 221
---	--------

LUXEMBOURG

Arrêts

<i>Etute c. Luxembourg</i> , 18233/16, 30 janvier 2018	n° 214
--	--------

MALTE

Arrêts

<i>Bradshaw et autres c. Malte</i> , 37121/15, 23 octobre 2018.....	n° 222
<i>Falzon c. Malte</i> , 45791/13, 20 mars 2018.....	n° 216

Décisions

<i>Caruana c. Malte (déc.)</i> , 41079/16, 15 mai 2018.....	n° 218
---	--------

RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA

Affaires communiquées

<i>Belobrov c. République de Moldova</i> , 17873/15	n° 223
---	--------

MONTÉNÉGRO

Arrêts

<i>Milićević c. Monténégro</i> , 27821/16, 6 novembre 2018.....	n° 223
---	--------

NORVÈGE

Grande Chambre (renvois/dessaisissements)

<i>Strand Lobben et autres c. Norvège</i> , 37283/13 (arrêt de chambre du 30 novembre 2017 – renvoi)	n° 217
--	--------

Arrêts

<i>Jansen c. Norvège</i> , 2822/16, 6 septembre 2018.....	n° 221
<i>Mohamed Hasan c. Norvège</i> , 27496/15, 26 avril 2018	n° 217

PAYS-BAS

Arrêts

<i>Baydar c. Pays-Bas</i> , 55385/14, 24 avril 2018	n° 217
---	--------

POLOGNE

Arrêts

<i>Chim et Przywieczerski c. Pologne</i> , 36661/07 et 38433/07, 12 avril 2018	n° 217
<i>Kuchta c. Pologne</i> , 58683/08, 23 janvier 2018	n° 214
<i>Solska et Rybicka c. Pologne</i> , 30491/17 et 31083/17, 20 septembre 2018.....	n° 221

Décisions

<i>Antkowiak c. Pologne (déc.)</i> , 27025/17, 14 juin 2018.....	n° 219
<i>Dobrowolski et autres c. Pologne (déc.)</i> , 45651/11 et al., 13 mars 2018.....	n° 217

PORTUGAL

Grande Chambre (arrêts/décisions)

<i>Correia de Matos c. Portugal [GC]</i> , 56402/12, 4 avril 2018.....	n° 217
<i>Ramos Nunes de Carvalho e Sá c. Portugal [GC]</i> , 55391/13 et al., 6 novembre 2018	n° 223

ROUMANIE

Grande Chambre (renvois/dessaisissements)

<i>Mihalache c. Roumanie</i> , 54012/10 (dessaisissement).....	n° 216
--	--------

Arrêts

<i>Al Nashiri c. Roumanie</i> , 33234/12, 31 mai 2018	n° 218
<i>Brisic c. Roumanie</i> , 26238/10, 11 décembre 2018	n° 224
<i>Brudan c. Roumanie</i> , 75717/14, 10 avril 2018	n° 217
<i>Catalan c. Roumanie</i> , 13003/04, 9 janvier 2018.....	n° 214
<i>Cernea c. Roumanie</i> , 43609/10, 27 février 2018	n° 215
<i>Ciocodeică c. Roumanie</i> , 27413/09, 16 janvier 2018	n° 214
<i>Cristian Cătălin Ungureanu c. Roumanie</i> , 6221/14, 4 septembre 2018.....	n° 221
<i>Gîrleanu c. Roumanie</i> , 50376/09, 26 juin 2018	n° 219

Décisions

<i>Cătăniciu c. Roumanie (déc.)</i> , 22717/17, 13 novembre 2018	n° 224
--	--------

Affaires communiquées

Napotnik c. Roumanie, 33139/13.....n° 222

ROYAUME-UNI

Arrêts

Big Brother Watch et autres c. Royaume-Uni, 58170/13 et al., 13 septembre 2018.....n° 221

Irlande c. Royaume-Uni (révision), 5310/71, 20 mars 2018.....n° 216

Décisions

Chong et autres c. Royaume-Uni (déc.), 29753/16, 11 septembre 2018.....n° 222

F.J.M. c. Royaume-Uni (déc.), 76202/16, 6 novembre 2018.....n° 223

Khaksar c. Royaume-Uni (déc.), 2654/18, 3 avril 2018.....n° 217

Affaires communiquées

Privacy International et autres c. Royaume-Uni, 46259/16.....n° 224

RUSSIE

Grande Chambre (arrêts/décisions)

Murtazaliyeva c. Russie [GC], 36658/05, 18 décembre 2018.....n° 224

Navalnyy c. Russie [GC], 29580/12 et al., 15 novembre 2018.....n° 223

Grande Chambre (renvois/dessaisissements)

Ukraine c. Russie, 20958/14 (dessaisissement).....n° 218

Ukraine c. Russie (IV), 42410/15 (dessaisissement).....n° 218

Ukraine c. Russie (V), 8019/16 (dessaisissement).....n° 218

Ukraine c. Russie (VI), 70856/16 (dessaisissement).....n° 218

Arrêts

Aleksandr Aleksandrov c. Russie, 14431/06, 27 mars 2018.....n° 216

Alekseyev et autres c. Russie, 14988/09, 27 novembre 2018.....n° 223

Alpeyeva et Dzhalogoniya c. Russie, 7549/09 et 33330/11, 12 juin 2018.....n° 219

Berkovich et autres c. Russie, 5871/07 et al., 27 mars 2018.....n° 216

Butkevich c. Russie, 5865/07, 13 février 2018.....n° 215

Ibragim Ibragimov et autres c. Russie, 1413/08 et 28621/11, 28 août 2018.....n° 221

Ivashchenko c. Russie, 61064/10, 13 février 2018.....n° 215

Khusnutdinov et X c. Russie, 76598/12, 18 décembre 2018.....n° 224

Lozovyye c. Russie, 4587/09, 24 avril 2018.....n° 217

Mariya Alekhina et autres c. Russie, 38004/12, 17 juillet 2018.....n° 220

Mazepa et autres c. Russie, 15086/07, 17 juillet 2018.....n° 220

Ognevenko c. Russie, 44873/09, 20 novembre 2018.....n° 223

Petrov et X c. Russie, 23608/16, 23 octobre 2018.....n° 222

Popov et autres c. Russie, 44560/11, 27 novembre 2018.....n° 223

Rodionov c. Russie, 9106/09, 11 décembre 2018.....n° 224

Savva Terentyev c. Russie, 10692/09, 28 août 2018.....n° 221

Stomakhin c. Russie, 52273/07, 9 mai 2018.....n° 218

<i>Tsvetkova et autres c. Russie, 54381/08 et al., 10 avril 2018</i>	n° 217
<i>Vasilevskiy et Bogdanov c. Russie, 52241/14 et 74222/14, 10 juillet 2018</i>	n° 220
<i>Volokitin et autres c. Russie, 74087/10 et al., 3 juillet 2018</i>	n° 220
<i>Zhidov et autres c. Russie, 54490/10 et al., 16 octobre 2018</i>	n° 222

Décisions

<i>Galkin c. Russie (déc.), 5497/18, 13 décembre 2018</i>	n° 224
<i>Shtolts et autres c. Russie (déc.), 77056/14 et al., 30 janvier 2018</i>	n° 215

Affaires communiquées

<i>Sentsov et Kolchenko c. Russie, 29627/16</i>	n° 224
---	--------

SLOVAQUIE

Arrêts

<i>Visy c. Slovaquie, 70288/13, 16 octobre 2018</i>	n° 222
---	--------

SLOVÉNIE

Grande Chambre (arrêts/décisions)

<i>Lekić c. Slovénie [GC], 36480/07, 11 décembre 2018</i>	n° 224
---	--------

Arrêts

<i>Benedik c. Slovénie, 62357/14, 24 avril 2018</i>	n° 217
<i>Čeferin c. Slovénie, 40975/08, 16 janvier 2018</i>	n° 214
<i>Mirovni Inštitut c. Slovénie, 32303/13, 13 mars 2018</i>	n° 216
<i>S.S. c. Slovénie, 40938/16, 30 octobre 2018</i>	n° 222
<i>Vizgirda c. Slovénie, 59868/08, 28 août 2018</i>	n° 221

SUÈDE

Arrêts

<i>Centrum för Rättvisa c. Suède, 35252/08, 19 juin 2018</i>	n° 219
--	--------

SUISSE

Grande Chambre (arrêts/décisions)

<i>Nait-Liman c. Suisse [GC], 51357/07, 15 mars 2018</i>	n° 216
--	--------

Arrêts

<i>Belli et Arquier-Martinez c. Suisse, 65550/13, 11 décembre 2018</i>	n° 224
<i>GRA Stiftung gegen Rassismus und Antisemitismus c. Suisse, 18597/13, 9 janvier 2018</i>	n° 214
<i>Kadusic c. Suisse, 43977/13, 9 janvier 2018</i>	n° 214
<i>Mutu et Pechstein c. Suisse, 40575/10 et 67474/10, 2 octobre 2018</i>	n° 222

Décisions

A.R. et L.R. c. Suisse (déc.), 22338/15, 19 décembre 2017.....n° 214

Affaires communiquées

Kung c. Suisse, 73307/17n° 218

TURQUIE

Arrêts

Aydoğan et Dara Radyo Televizyon Yayıncılık Anonim Şirketi c. Turquie, 12261/06,
13 février 2018.....n° 215
Ebedin Abi c. Turquie, 10839/09, 13 mars 2018.....n° 216
Enver Şahin c. Turquie, 23065/12, 30 janvier 2018.....n° 214
Fondation Zehra et autres c. Turquie, 51595/07, 10 juillet 2018.....n° 220
Güç c. Turquie, 15374/11, 23 janvier 2018.....n° 214
Günana et autres c. Turquie, 70934/10 et al., 20 novembre 2018n° 223
Hasan Köse c. Turquie, 15014/11, 18 décembre 2018.....n° 224
Kaboğlu et Oran c. Turquie, 1759/08 et al., 30 octobre 2018.....n° 222
Kasat c. Turquie, 61541/09, 11 septembre 2018.....n° 221
Kula c. Turquie, 20233/06, 19 juin 2018.....n° 219
Kurşun c. Turquie, 22677/10, 30 octobre 2018.....n° 222
Mehmet Hasan Altan c. Turquie, 13237/17, 20 mars 2018n° 216
Musa Tarhan c. Turquie, 12055/17, 23 octobre 2018n° 222
Şahin Alpay c. Turquie, 16538/17, 20 mars 2018.....n° 216
Selahattin Demirtaş c. Turquie (n° 2), 14305/17, 20 novembre 2018.....n° 223
Urat c. Turquie, 53561/09 et 13952/11, 27 novembre 2018n° 223
Uzan c. Turquie, 30569/09, 20 mars 2018.....n° 216
Yirdem et autres c. Turquie, 72781/12, 4 septembre 2018.....n° 221

Décisions

Acar et autres c. Turquie (déc.), 26878/07 et 32446/07, 12 décembre 2017.....n° 214
Adigüzel c. Turquie (déc.), 7442/08, 6 février 2018.....n° 215
Ercankan c. Turquie (déc.), 44312/12, 15 mai 2018n° 219
Oktar c. Turquie (déc.), 59040/08, 30 janvier 2018.....n° 215
Tuğluk et autres c. Turquie (déc.), 30687/05 et 45630/05, 27 septembre 2018n° 221

Affaires communiquées

Demokrat Parti c. Turquie, 8372/10.....n° 218

UKRAINE

Grande Chambre (arrêts/décisions)

Denisov c. Ukraine [GC], 76639/11, 25 septembre 2018n° 221

Arrêts

Burlya et autres c. Ukraine, 3289/10, 6 novembre 2018.....n° 223
Industrial Financial Consortium Investment Metallurgical Union c. Ukraine, 10640/05, 26 juin 2018n° 219

<i>Lazoriva c. Ukraine, 6878/14, 17 avril 2018</i>	n° 217
<i>Sinkova c. Ukraine, 39496/11, 27 février 2018</i>	n° 215
<i>Tsezar et autres c. Ukraine, 73590/14 et al., 13 février 2018</i>	n° 215
<i>Zelenchuk et Tsytsyura c. Ukraine, 846/16 et 1075/16, 22 mai 2018</i>	n° 218
<i>Zhang c. Ukraine, 6970/15, 13 novembre 2018</i>	n° 223

Affaires communiquées

<i>Sedletska c. Ukraine, 42634/18</i>	n° 223
<i>Sukachov c. Ukraine, 14057/17</i>	n° 214

LISTE DES AFFAIRES DANS L'ORDRE ALPHABÉTIQUE DES NOMS DES REQUÉRANTS

A

<i>A.R. et L.R. c. Suisse (déc.)</i> , 22338/15, 19 décembre 2017.....	n° 214
<i>Abu Zubaydah c. Lituanie</i> , 46454/11, 31 mai 2018	n° 218
<i>Acar et autres c. Turquie (déc.)</i> , 26878/07 et 32446/07, 12 décembre 2017.....	n° 214
<i>Adigüzel c. Turquie (déc.)</i> , 7442/08, 6 février 2018.....	n° 215
<i>Ahmadov et 4 autres requêtes c. Azerbaïdjan</i> , 32538/10 et al. (affaires communiquées).....	n° 218
<i>Aielli et autres c. Italie (déc.)</i> , 27166/18 et 27167/18, 10 juillet 2018	n° 220
<i>Akelienė c. Lituanie</i> , 54917/13, 16 octobre 2018.....	n° 222
<i>Al Nashiri c. Roumanie</i> , 33234/12, 31 mai 2018	n° 218
<i>Aleksandar Sabev c. Bulgarie</i> , 43503/08, 19 juillet 2018.....	n° 220
<i>Aleksandr Aleksandrov c. Russie</i> , 14431/06, 27 mars 2018	n° 216
<i>Alekseyev et autres c. Russie</i> , 14988/09, 27 novembre 2018.....	n° 223
<i>Alpeyeva et Dzhalagoniya c. Russie</i> , 7549/09 et 33330/11, 12 juin 2018.....	n° 219
<i>Alpha Doryforiki Tileorasi Anonymi Etairia c. Grèce</i> , 72562/10, 22 février 2018.....	n° 215
<i>Aliyev c. Azerbaïdjan</i> , 68762/14 et 71200/14, 20 septembre 2018	n° 221
<i>Antkowiak c. Pologne (déc.)</i> , 27025/17, 14 juin 2018.....	n° 219
<i>Arrozpide Sarasola et autres c. Espagne</i> , 65101/16 et al., 23 octobre 2018.....	n° 222
<i>Association of Academics c. Islande (déc.)</i> , 2451/16, 15 mai 2018	n° 219
<i>Aydoğan et Dara Radyo Televizyon Yayınılık Anonim Şirketi c. Turquie</i> , 12261/06, 13 février 2018.....	n° 215

B

<i>Bakirdzi c. Hongrie</i> , 49636/14 (affaire communiquée)	n° 220
<i>Baydar c. Pays-Bas</i> , 55385/14, 24 avril 2018	n° 217
<i>Belli et Arquier-Martinez c. Suisse</i> , 65550/13, 11 décembre 2018.....	n° 224
<i>Belobrov c. République de Moldova</i> , 17873/15 (affaire communiquée).....	n° 223
<i>Benedik c. Slovaquie</i> , 62357/14, 24 avril 2018.....	n° 217
<i>Berkovich et autres c. Russie</i> , 5871/07 et al., 27 mars 2018.....	n° 216
<i>Berlusconi c. Italie (déc.) [GC]</i> , 58428/13, 27 novembre 2018	n° 223
<i>Beuze c. Belgique [GC]</i> , 71409/10, 9 novembre 2018.....	n° 223
<i>Big Brother Watch et autres c. Royaume-Uni</i> , 58170/13 et al., 13 septembre 2018.....	n° 221
<i>Bikas c. Allemagne</i> , 76607/13, 25 janvier 2018.....	n° 214
<i>Boyan Gospodinov c. Bulgarie</i> , 28417/07, 5 avril 2018.....	n° 217
<i>Bradshaw et autres c. Malte</i> , 37121/15, 23 octobre 2018.....	n° 222
<i>Brazzi c. Italie</i> , 57278/11, 27 septembre 2018.....	n° 221
<i>Brisco c. Roumanie</i> , 26238/10, 11 décembre 2018.....	n° 224
<i>Brudan c. Roumanie</i> , 75717/14, 10 avril 2018	n° 217
<i>Burlyta et autres c. Ukraine</i> , 3289/10, 6 novembre 2018.....	n° 223
<i>Butkevich c. Russie</i> , 5865/07, 13 février 2018	n° 215

C

<i>Cacciato c. Italie (déc.)</i> , 60633/16, 16 janvier 2018	n° 215
--	--------

Čakarević c. Croatie, 48921/13, 26 avril 2018	n° 217
Caruana c. Malte (déc.), 41079/16, 15 mai 2018	n° 218
Casa di Cura Valle Fiorita S.r.l. c. Italie, 67944/13, 13 décembre 2018	n° 224
Catalan c. Roumanie, 13003/04, 9 janvier 2018	n° 214
Cătăniciu c. Roumanie (déc.), 22717/17, 13 novembre 2018	n° 224
Čeferin c. Slovénie, 40975/08, 16 janvier 2018	n° 214
Centrum för Rättvisa c. Suède, 35252/08, 19 juin 2018	n° 219
Cernea c. Roumanie, 43609/10, 27 février 2018	n° 215
Chim et Przywieczerski c. Pologne, 36661/07 et 38433/07, 12 avril 2018	n° 217
Chong et autres c. Royaume-Uni (déc.), 29753/16, 11 septembre 2018	n° 222
Ciocodeică c. Roumanie, 27413/09, 16 janvier 2018	n° 214
Cipolletta c. Italie, 38259/09, 11 janvier 2018	n° 214
Correia de Matos c. Portugal [GC], 56402/12, 4 avril 2018	n° 217
Cristian Cătălin Ungureanu c. Roumanie, 6221/14, 4 septembre 2018	n° 221

D

Delecolle c. France, 37646/13, 25 octobre 2018	n° 222
Demokrat Parti c. Turquie, 8372/10 (affaire communiquée)	n° 218
Denisov c. Ukraine [GC], 76639/11, 25 septembre 2018	n° 221
Dimitar Yordanov c. Bulgarie, 3401/09, 6 septembre 2018	n° 221
Dimitrov et Momin c. Bulgarie, 35132/08, 7 juin 2018	n° 219
Dobrowolski et autres c. Pologne (déc.), 45651/11 et al., 13 mars 2018	n° 217
Dumpe c. Lettonie (déc.), 71506/13, 16 octobre 2018	n° 223

E

E.C. c. Hongrie, 65678/14 (affaire communiquée)	n° 220
E.S. c. Autriche, 38450/12, 25 octobre 2018	n° 222
Ebedin Abi c. Turquie, 10839/09, 13 mars 2018	n° 216
Egill Einarsson c. Islande (n°2), 31221/15, 17 juillet 2018	n° 220
Enver Şahin c. Turquie, 23065/12, 30 janvier 2018	n° 214
Ercankan c. Turquie (déc.), 44312/12, 15 mai 2018	n° 219
Etute c. Luxembourg, 18233/16, 30 janvier 2018	n° 214

F

F.J.M. c. Royaume-Uni (déc.), 76202/16, 6 novembre 2018	n° 223
Falzon c. Malte, 45791/13, 20 mars 2018	n° 216
Fédération nationale des associations et syndicats de sportifs (FNASS) et autres c. France, 48151/11 et 77769/13, 18 janvier 2018	n° 214
Fondation Zehra et autres c. Turquie, 51595/07, 10 juillet 2018	n° 220
Fröhlich c. Allemagne, 16112/15, 26 juillet 2018	n° 220

G

G.I.E.M. S.r.l. et autres c. Italie [GC], 1828/06 et al., 28 juin 2018	n° 219
Gabel c. Azerbaïdjan, 62437/10 (affaire communiquée)	n° 221

<i>Galkin c. Russie (déc.), 5497/18, 13 décembre 2018.....</i>	n° 224
<i>Gauvin-Fournis c. France, 21424/16 (affaire communiquée).....</i>	n° 219
<i>Gestur Jónsson et Ragnar Halldór Hall c. Islande, 68273/14 et 68271/14, 30 octobre 2018</i>	n° 222
<i>Gîrleanu c. Roumanie, 50376/09, 26 juin 2018.....</i>	n° 219
<i>GRA Stiftung gegen Rassismus und Antisemitismus c. Suisse, 18597/13, 9 janvier 2018</i>	n° 214
<i>Güç c. Turquie, 15374/11, 23 janvier 2018.....</i>	n° 214
<i>Günana et autres c. Turquie, 70934/10 et al., 20 novembre 2018</i>	n° 223

H

<i>Hadzhieva c. Bulgarie, 45285/12, 1^{er} février 2018</i>	n° 215
<i>Hasan Köse c. Turquie, 15014/11, 18 décembre 2018.....</i>	n° 224
<i>Hôpital local Saint-Pierre d'Oléron et autres c. France, 18096/12 et al., 8 novembre 2018.....</i>	n° 223
<i>Hoti c. Croatie, 63311/14, 26 avril 2018.....</i>	n° 217
<i>Hovhannissyan c. Arménie, 18419/13, 19 juillet 2018</i>	n° 220

I

<i>Ibragim Ibragimov et autres c. Russie, 1413/08 et 28621/11, 28 août 2018.....</i>	n° 221
<i>Ilseher c. Allemagne [GC], 10211/12, 4 décembre 2018.....</i>	n° 224
<i>Industrial Financial Consortium Investment Metallurgical Union c. Ukraine, 10640/05, 26 juin 2018.....</i>	n° 219
<i>Irlande c. Royaume-Uni (révision), 5310/71, 20 mars 2018.....</i>	n° 216
<i>Ivashchenko c. Russie, 61064/10, 13 février 2018.....</i>	n° 215

J

<i>J.B. et autres c. Hongrie (déc.), 45434/12 et al., 20 décembre 2018</i>	n° 224
<i>J.R. et autres c. Grèce, 22696/16, 25 janvier 2018.....</i>	n° 214
<i>Jansen c. Norvège, 2822/16, 6 septembre 2018.....</i>	n° 221

K

<i>K.M. c. l'ex-République yougoslave de Macédoine, 59144/16 (affaire communiquée).....</i>	n° 221
<i>Kaboğlu et Oran c. Turquie, 1759/08 et al., 30 octobre 2018.....</i>	n° 222
<i>Kadusic c. Suisse, 43977/13, 9 janvier 2018.....</i>	n° 214
<i>Kamenova c. Bulgarie, 62784/09, 12 juillet 2018</i>	n° 220
<i>Kasat c. Turquie, 61541/09, 11 septembre 2018.....</i>	n° 221
<i>Khaksar c. Royaume-Uni (déc.), 2654/18, 3 avril 2018</i>	n° 217
<i>Khusnutdinov et X c. Russie, 76598/12, 18 décembre 2018.....</i>	n° 224
<i>Kontalexis c. Grèce (n° 2), 29321/13, 6 septembre 2018.....</i>	n° 221
<i>Könyv-Tár Kft et autres c. Hongrie, 21623/13, 16 octobre 2018</i>	n° 222
<i>Kožemiakina c. Lituanie, 231/15, 2 octobre 2018.....</i>	n° 222
<i>Kryževičius c. Lituanie, 67816/14, 11 décembre 2018</i>	n° 224
<i>Kuchta c. Pologne, 58683/08, 23 janvier 2018.....</i>	n° 214
<i>Kula c. Turquie, 20233/06, 19 juin 2018.....</i>	n° 219
<i>Kung c. Suisse, 73307/17 (affaire communiquée).....</i>	n° 218
<i>Kurşun c. Turquie, 22677/10, 30 octobre 2018.....</i>	n° 222

L

<i>Laurent c. France</i> , 28798/13, 24 mai 2018.....	n° 218
<i>Lazoriva c. Ukraine</i> , 6878/14, 17 avril 2018.....	n° 217
<i>Lekić c. Slovénie [GC]</i> , 36480/07, 11 décembre 2018.....	n° 224
<i>Libert c. France</i> , 588/13, 22 février 2018.....	n° 215
<i>Liepiņš c. Lettonie</i> , 24827/16 (affaire communiquée).....	n° 222
<i>Ljatifli c. l'ex-République yougoslave de Macédoine</i> , 19017/16, 17 mai 2018.....	n° 218
<i>López Ribalda et autres c. Espagne</i> , 1874/13 et 8567/13 (arrêt de chambre du 9 janvier 2018 – renvoi).....	n° 214 et n° 218
<i>Lozovyye c. Russie</i> , 4587/09, 24 avril 2018.....	n° 217

M

<i>M.A. c. France</i> , 9373/15, 1 ^{er} février 2018.....	n° 215
<i>M.A. et autres c. Lituanie</i> , 59793/17, 11 décembre 2018.....	n° 224
<i>M.K. c. Grèce</i> , 51312/16, 1 ^{er} février 2018.....	n° 215
<i>M.L. et W.W. c. Allemagne</i> , 60798/10 et 65599/10, 28 juin 2018.....	n° 219
<i>M.N. et autres c. Belgique</i> , 3599/18 (dessaisissement).....	n° 223
<i>Magyar Jeti Zrt c. Hongrie</i> , 11257/16, 4 décembre 2018.....	n° 224
<i>Magyar Kétfarkú Kutya Párt c. Hongrie</i> , 201/17 (arrêt de chambre du 23 janvier 2018 – renvoi).....	n° 214 et n° 218
<i>Mammadov et autres c. Azerbaïdjan</i> , 57978/14 (affaire communiquée).....	n° 219
<i>Mariya Alekhina et autres c. Russie</i> , 38004/12, 17 juillet 2018.....	n° 220
<i>Mazepa et autres c. Russie</i> , 15086/07, 17 juillet 2018.....	n° 220
<i>Mehmet Hasan Altan c. Turquie</i> , 13237/17, 20 mars 2018.....	n° 216
<i>Mendrei c. Hongrie (déc.)</i> , 54927/15, 19 juin 2018.....	n° 220
<i>Mendy c. France (déc.)</i> , 71428/12, 27 septembre 2018.....	n° 221
<i>Meslot c. France (déc.)</i> , 50538/12, 9 janvier 2018.....	n° 215
<i>Mihalache c. Roumanie</i> , 54012/10 (dessaisissement).....	n° 216
<i>Miličević c. Monténégro</i> , 27821/16, 6 novembre 2018.....	n° 223
<i>Mirovni Inštitut c. Slovénie</i> , 32303/13, 13 mars 2018.....	n° 216
<i>Mohamed Hasan c. Norvège</i> , 27496/15, 26 avril 2018.....	n° 217
<i>Molla Sali c. Grèce [GC]</i> , 20452/14, 19 décembre 2018.....	n° 224
<i>Mursaliyev et autres c. Azerbaïdjan</i> , 66650/13 et al., arrêt, 13 décembre 2018.....	n° 224
<i>Murtazaliyeva c. Russie [GC]</i> , 36658/05, 18 décembre 2018.....	n° 224
<i>Musa Tarhan c. Turquie</i> , 12055/17, 23 octobre 2018.....	n° 222
<i>Mushegh Saghatelyan c. Arménie</i> , 23086/08, 20 septembre 2018.....	n° 221
<i>Mutu et Pechstein c. Suisse</i> , 40575/10 et 67474/10, 2 octobre 2018.....	n° 222

N

<i>N.D. et N.T. c. Espagne</i> , 8675/15 et 8697/15 (arrêt de chambre du 3 octobre 2017 – renvoi).....	n° 214
<i>N.K. c. Allemagne</i> , 59549/12, 26 juillet 2018.....	n° 220
<i>Naït-Liman c. Suisse [GC]</i> , 51357/07, 15 mars 2018.....	n° 216
<i>Naniyeva et Bagayev c. Géorgie (déc.)</i> , 2256/09 et 2260/09, 20 novembre 2018.....	n° 224
<i>Napotnik c. Roumanie</i> , 33139/13 (affaire communiquée).....	n° 222
<i>Narodni List d.d. c. Croatie</i> , 2782/12, 8 novembre 2018.....	n° 223
<i>Navalnyy c. Russie [GC]</i> , 29580/12 et al., 15 novembre 2018.....	n° 223
<i>Nix c. Allemagne (déc.)</i> , 35285/16, 13 mars 2018.....	n° 217

O

<i>O'Sullivan McCarthy Mussel Development Ltd c. Irlande</i> , 44460/16, 7 juin 2018.....	n° 219
<i>Ognevenko c. Russie</i> , 44873/09, 20 novembre 2018	n° 223
<i>Oktar c. Turquie (déc.)</i> , 59040/08, 30 janvier 2018.....	n° 215
<i>Osmanyanyan et Amiraghyan c. Arménie</i> , 71306/11, 11 octobre 2018.....	n° 222
<i>Ottan c. France</i> , 41841/12, 19 avril 2018.....	n° 217

P

<i>Petrov et X c. Russie</i> , 23608/16, 23 octobre 2018.....	n° 222
<i>Pojatina c. Croatie</i> , 18568/12, 4 octobre 2018	n° 222
<i>Popov et autres c. Russie</i> , 44560/11, 27 novembre 2018	n° 223
<i>Privacy International et autres c. Royaume-Uni</i> , 46259/16 (affaire communiquée)	n° 224

R

<i>Radomilja et autres c. Croatie [GC]</i> , 37685/10 et 22768/12, 20 mars 2018.....	n° 216
<i>Ramos Nunes de Carvalho e Sá c. Portugal [GC]</i> , 55391/13 et al., 6 novembre 2018	n° 223
<i>Rodionov c. Russie</i> , 9106/09, 11 décembre 2018.....	n° 224
<i>Roj TV A/S c. Danemark (déc.)</i> , 24683/14, 17 avril 2018.....	n° 218
<i>Rustavi 2 Broadcasting Company Ltd et autres c. Géorgie</i> , 16812/17 (affaire communiquée).....	n° 214

S

<i>S., V. et A. c. Danemark [GC]</i> , 35553/12 et al., 22 octobre 2018	n° 222
<i>S.M. c. Croatie</i> , 60561/14 (arrêt de chambre du 19 juillet 2018 – renvoi)	n° 215 et n° 224
<i>S.S. c. Slovénie</i> , 40938/16, 30 octobre 2018	n° 222
<i>S.V. c. Italie</i> , 55216/08, 11 octobre 2018	n° 222
<i>Şahin Alpay c. Turquie</i> , 16538/17, 20 mars 2018.....	n° 216
<i>Sarishvili-Bolkvadze c. Géorgie</i> , 58240/08, 19 juillet 2018	n° 220
<i>Savva Terentyev c. Russie</i> , 10692/09, 28 août 2018.....	n° 221
<i>Sedletska c. Ukraine</i> , 42634/18 (affaire communiquée).....	n° 223
<i>Sekmadienis Ltd. c. Lituanie</i> , 69317/14, 30 janvier 2018	n° 214
<i>Selahattin Demirtaş c. Turquie (n° 2)</i> , 14305/17, 20 novembre 2018.....	n° 223
<i>Semache c. France</i> , 36083/16, 21 juin 2018.....	n° 219
<i>Sentsov et Kolchenko c. Russie</i> , 29627/16 (affaire communiquée)	n° 224
<i>Seražin c. Croatie (déc.)</i> , 19120/15, 9 octobre 2018	n° 223
<i>Sharxhi et autres c. Albanie</i> , 10613/16, 11 janvier 2018	n° 214
<i>Shtolts et autres c. Russie (déc.)</i> , 77056/14 et al., 30 janvier 2018.....	n° 215
<i>Silliau c. France</i> , 45728/17 (affaire communiquée)	n° 219
<i>Sinkova c. Ukraine</i> , 39496/11, 27 février 2018	n° 215
<i>Slovénie c. Croatie</i> , 54155/16 (dessaisissement)	n° 224
<i>Solska et Rybicka c. Pologne</i> , 30491/17 et 31083/17, 20 septembre 2018.....	n° 221
<i>Somorjai c. Hongrie</i> , 60934/13, 28 août 2018.....	n° 221
<i>Stern Taulats et Roura Capellera c. Espagne</i> , 51168/15 et 51186/15, 13 mars 2018	n° 216
<i>Stomakhin c. Russie</i> , 52273/07, 9 mai 2018	n° 218
<i>Strand Lobben et autres c. Norvège</i> , 37283/13 (arrêt de chambre du 30 novembre 2017 – renvoi)	n° 217
<i>Sukachov c. Ukraine</i> , 14057/17 (affaire communiquée)	n° 214

T

<i>Taipale c. Finlande, 5855/18 (affaire communiquée)</i>	n° 221
<i>Tchokhonelidze c. Géorgie, 31536/07, 28 juin 2018</i>	n° 219
<i>Thiam c. France, 80018/12, 18 octobre 2018</i>	n° 222
<i>Tlapak et autres c. Allemagne, 11308/16 et 11344/16, 22 mars 2018</i>	n° 216
<i>Toranzo Gomez c. Espagne, 26922/14, 20 novembre 2018</i>	n° 223
<i>Tsezar et autres c. Ukraine, 73590/14 et al., 13 février 2018</i>	n° 215
<i>Tsvetkova et autres c. Russie, 54381/08 et al., 10 avril 2018</i>	n° 217
<i>Tuğluk et autres c. Turquie (déc.), 30687/05 et 45630/05, 27 septembre 2018</i>	n° 221
<i>Tulokas c. Finlande, 5854/18 (affaire communiquée)</i>	n° 221
<i>Tuskia et autres c. Géorgie, 14237/07, 11 octobre 2018</i>	n° 222

U

<i>Ukraine c. Russie, 20958/14 (dessaisissement)</i>	n° 218
<i>Ukraine c. Russie (IV), 42410/15 (dessaisissement)</i>	n° 218
<i>Ukraine c. Russie (V), 8019/16 (dessaisissement)</i>	n° 218
<i>Ukraine c. Russie (VI), 70856/16 (dessaisissement)</i>	n° 218
<i>Urat c. Turquie, 53561/09 et 13952/11, 27 novembre 2018</i>	n° 223
<i>Uzan c. Turquie, 30569/09, 20 mars 2018</i>	n° 216

V

<i>V.C. c. Italie, 54227/14, 1^{er} février 2018</i>	n° 215
<i>V.D. c. Croatie (n° 2), 19421/15, 15 novembre 2018</i>	n° 223
<i>Vasilevskiy et Bogdanov c. Russie, 52241/14 et 74222/14, 10 juillet 2018</i>	n° 220
<i>Vicent Del Campo c. Espagne, 25527/13, 6 novembre 2018</i>	n° 223
<i>Visy c. Slovaquie, 70288/13, 16 octobre 2018</i>	n° 222
<i>Vizgirda c. Slovénie, 59868/08, 28 août 2018</i>	n° 221
<i>Volokitin et autres c. Russie, 74087/10 et al., 3 juillet 2018</i>	n° 220

W

<i>Wanner c. Allemagne (déc.), 26892/12, 23 octobre 2018</i>	n° 223
<i>Wetjen et autres c. Allemagne, 68125/14 et 72204/14, 22 mars 2018</i>	n° 216

Y

<i>Yirdem et autres c. Turquie, 72781/12, 4 septembre 2018</i>	n° 221
--	--------

Z

<i>Zelenchuk et Tsytsyura c. Ukraine, 846/16 et 1075/16, 22 mai 2018</i>	n° 218
<i>Zhang c. Ukraine, 6970/15, 13 novembre 2018</i>	n° 223
<i>Zhidov et autres c. Russie, 54490/10 et al., 16 octobre 2018</i>	n° 222
<i>Zubac c. Croatie [GC], 40160/12, 5 avril 2018</i>	n° 217

DÉCISIONS RENDUES PAR D'AUTRES JURIDICTIONS INTERNATIONALES

COMITÉ DES DROITS DE L'ENFANT DES NATIONS UNIES

I.A.M. c. Danemark, 3/2016, constatations 25 janvier 2018n° 216
Procédure d'expulsion visant une enfant exposée au risque d'être soumise de force à des mutilations génitales féminines

COMITÉ DES DROITS DE L'HOMME DES NATIONS UNIES (CCPR)

Observation générale n° 36 (2018), CCPR/C/GC/36, 30 octobre 2018n° 224
Observations générales sur le droit à la vie et le droit à l'avortement

COMITÉ DES DROITS DES PERSONNES HANDICAPÉES DES NATIONS UNIES (CRPD)

Fiona Given c. Australie, 19/2014, constatations 16 février 2018n° 218
Absence d'accès à une plate-forme de vote électronique pour une personne handicapée, ainsi obligée de révéler ses intentions de vote à une tierce personne

COMITÉ EUROPÉEN DES DROITS SOCIAUX

Centre de défense des droits des personnes handicapées mentales (MDAC) c. Belgique, 109/2014, décision sur la recevabilité et le fond 16 octobre 2017, rendue publique 29 mars 2018n° 218
Absence de garantie au droit à l'éducation ordinaire inclusive des enfants atteints d'une déficience intellectuelle

Forum européen des Roms et des Gens du voyage (FERV) c. France, 119/2015, décision sur le fond 5 décembre 2017, rendue publique 16 avril 2018n° 218
Scolarisation des enfants roms menacée par de fréquentes expulsions

COMMISSION AFRICAINE DES DROITS DE L'HOMME ET DES PEUPLES

Hossam Ezzat et Rania Enayet c. Égypte, 355/07, décision sur le fond 17 février 2016, rendue publique 28 avril 2018n° 218
Impossibilité d'inscrire sur les pièces d'identité une religion non reconnue par l'État

COUR INTERAMÉRICAINNE DES DROITS DE L'HOMME

Avis consultatif OC-23/17, Série A n° 23, avis 15 novembre 2017n° 217
Obligations environnementales des États visant à garantir le droit à la vie et à l'intégrité personnelle

<i>Avis consultatif OC-24/17, Série A n° 24, avis (première partie) 24 novembre 2017</i>	n° 215
Obligations des États relatives au changement de nom et à l'identité de genre	
<i>Avis consultatif OC-24/17, Série A n° 24, avis (deuxième partie) 24 novembre 2017</i>	n° 216
Obligation pour les États de garantir aux couples de personnes de même sexe l'égalité et la non-discrimination	
<i>Avis consultatif OC-25/18, Série A n° 25, avis 30 mai 2018</i>	n° 223
Le droit d'asile en tant que droit de l'homme et l'applicabilité du principe de non-refoulement dans les ambassades	
-000-	
<i>Cuscul Pivaral et autres c. Guatemala, Série C n° 359, 23 août 2018</i>	n° 224
Obligations pour l'État concernant le droit à la santé, à la vie, à l'intégrité personnelle, à un procès équitable, à une protection judiciaire et à l'absence de discrimination, et concernant le développement progressif des droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux (DESCE)	
<i>Herzog et autres c. Brésil, Série C n° 353, 15 mars 2018</i>	n° 222
Enquête et poursuites sur des faits de torture ayant abouti au décès d'un journaliste en détention ; crimes contre l'humanité	
<i>Poblete Vilches et autres c. Chili, Série C n° 349, 8 mars 2018</i>	n° 221
Obligations pour l'État de respecter le droit à la santé et à la vie des personnes âgées	
<i>Ramírez Escobar et autres c. Guatemala, Série C n° 351, 9 mars 2018</i>	n° 219
Séparation arbitraire d'une famille et irrégularités dans des procédures d'adoption internationales	
<i>San Miguel Sosa et autres c. Venezuela, Série C n° 348, 8 février 2018</i>	n° 220
Droits politiques, liberté d'expression et droits sociaux	
<i>V.R.P., V.P.C. et autres c. Nicaragua, Série C n° 350, 8 mars 2018</i>	n° 218
Obligation de diligence renforcée en cas de procès avec jury dans les affaires de violences sexuelles sur des enfants	
<i>Vereda La Esperanza c. Colombie, Série C n° 341, 31 août 2017</i>	n° 214
Enquête sur des disparitions forcées menée par la juridiction spéciale pour la démobilisation des groupes armés illégaux	

UNION EUROPÉENNE – COUR DE JUSTICE (CJUE) ET TRIBUNAL

<i>Associação Sindical dos Juizes Portugueses c. Tribunal de Contas, C-64/16, 27 février 2018 (CJUE, grande chambre)</i>	n° 215
Diminution temporaire des rémunérations de juges, dans le cadre des mesures d'austérité, sans impact sur leur indépendance	
<i>Enzo Di Puma c. Consob et Consob c. Antonio Zecca, C-596/16 et C-597/16, 20 mars 2018 (CJUE, grande chambre)</i>	n° 216
Principe <i>ne bis in idem</i> : proportionnalité du cumul de sanctions pénales et administratives ; autorité d'un jugement pénal de relaxe	

<i>F c. Bevándorlási és Állampolgársági Hivatal, C-473/16, 25 janvier 2018 (CJUE)</i>	n° 214
Utilisation de tests psychologiques pour évaluer la crédibilité d'une allégation d'homosexualité formulée à l'appui d'une demande d'asile	
<i>Gardenia Vernaza Ayovi c. Consorci Sanitari de Terrassa, C-96/17, 25 juillet 2018 (CJUE)</i>	n° 220
Absence d'opposition de l'accord-cadre sur le travail à durée déterminée à une réglementation nationale permettant, en cas de licenciements abusifs, la réintégration obligatoire des fonctionnaires permanents et la réintégration ou l'indemnisation des fonctionnaires temporaires	
<i>Garlsson Real Estate SA et al. c. Commissione Nazionale per le Società e la Borsa (Consob), C-537/16, 20 mars 2018 (CJUE, grande chambre)</i>	n° 216
Principe <i>ne bis in idem</i> : proportionnalité du cumul de sanctions pénales et administratives ; autorité d'un jugement pénal de relaxe	
<i>Generalstaatsanwaltschaft (Conditions de détention en Hongrie), C-220/18 PPU, 25 juillet 2018 (CJUE)</i>	n° 220
Examen, par l'autorité judiciaire d'exécution, d'un risque réel de traitement inhumain ou dégradant dans l'État membre d'émission du mandat d'arrêt européen même s'il y existe une voie de recours pour contester les conditions de détention	
Examen, par l'autorité judiciaire d'exécution, des conditions de détention concrètes et précises uniquement au sein des établissements pénitentiaires allant sûrement détenir la personne dans l'État membre d'émission du mandat d'arrêt européen, y compris à titre temporaire ou transitoire	
<i>IR c. JQ, C-68/17, 11 septembre 2018 (CJUE, grande chambre)</i>	n° 221
Absence de justification au licenciement d'un médecin chef catholique par un hôpital catholique pour son remariage après un divorce	
<i>Janusz Korwin-Mikke c. Parlement européen, T-770/16, 31 mai 2018 (Tribunal)</i> <i>Janusz Korwin-Mikke c. Parlement européen, T-352/17, 31 mai 2018 (Tribunal)</i>	n° 218
Sanctions contre un député européen pour des propos choquants tenus en séance	
<i>K. c. Staatssecretaris van Veiligheid en Justitie et H.F. c. Belgische Staat, C-331/16 et C-366/16, 2 mai 2018 (CJUE, grande chambre)</i>	n° 218
Évaluation de la nécessité d'une restriction de la liberté de circulation et de séjour d'un citoyen de l'UE ou d'un membre de sa famille, soupçonné d'avoir participé à des crimes de guerre	
<i>K.A. et autres c. Belgische Staat, C-82/16, 8 mai 2018 (CJUE, grande chambre)</i>	n° 218
Demande de regroupement familial pour un ressortissant d'un pays tiers faisant l'objet d'une interdiction d'entrée	
<i>Luca Mancini, C-524/15, 20 mars 2018 (CJUE, grande chambre)</i>	n° 216
Principe <i>ne bis in idem</i> : proportionnalité du cumul de sanctions pénales et administratives ; autorité d'un jugement pénal de relaxe	
<i>MB c. Secretary of State for Work and Pensions, C-451/16, 26 juin 2018 (CJUE, grande chambre)</i>	n° 219
Interdiction d'obliger l'annulation du mariage conclu avant le changement de sexe pour bénéficier d'une pension de retraite dès l'âge prévu pour les personnes du sexe acquis	
<i>MP c. Secretary of State for the Home Department, C-353/16, 24 avril 2018 (CJUE, grande chambre)</i>	n° 217
Conditions d'éligibilité à la protection subsidiaire, d'un ressortissant d'un pays hors UE, ayant des séquelles psychologiques de tortures passées, pouvant s'aggraver si renvoi dans son pays d'origine	

<i>Minister for Justice and Equality c. LM (Défaillances du système judiciaire), C-216/18 PPU, 25 juillet 2018 (CJUE, grande chambre)</i>	<i>n° 220</i>
Refus exceptionnel de l'autorité judiciaire d'exécution de donner suite à un mandat d'arrêt européen si défaillances de l'indépendance du pouvoir judiciaire dans l'État membre d'émission	
<i>Ministerio Fiscal, C-207/16, 2 octobre 2018 (CJUE, grande chambre).....</i>	<i>n° 222</i>
Lutte contre des infractions pénales, même sans particulière gravité, justifiant l'accès aux données visant à l'identification des titulaires des cartes SIM activées avec un téléphone mobile volé	
<i>Relu Adrian Coman e.a. c. Inspectoratul General pentru Imigrări et Ministerul Afacerilor Interne, C-673/16, 5 juin 2018 (CJUE, grande chambre)</i>	<i>n° 219</i>
Obligation de reconnaître un mariage homosexuel conclu dans un autre État membre de l'UE aux seules fins de l'octroi d'un droit de séjour dérivé à un ressortissant d'un État tiers	
<i>Sadikou Gnandi c. État belge, C-181/16, 19 juin 2018 (CJUE, grande chambre).....</i>	<i>n° 219</i>
Exigence d'un recours effectif suspensif de plein droit devant une instance juridictionnelle pour contester le rejet de la demande de protection internationale	
<i>Secretary of State for the Home Department c. Rozanne Banger, C-89/17, 12 juillet 2018 (CJUE).....</i>	<i>n° 220</i>
Obligation de favoriser le séjour d'un ressortissant d'un État tiers, partenaire stable non enregistré d'un citoyen de l'UE qui retourne dans son État d'origine après avoir exercé sa liberté de circulation	
<i>Tietosuojavaltuutettu/Jehovan todistajat - uskonnollinen yhdyskunta, C-25/17, 10 juillet 2018 (CJUE, grande chambre).....</i>	<i>n° 220</i>
Obligation pour une communauté religieuse de respecter le droit de l'UE lors du traitement des données à caractère personnel recueillies pendant la prédication de porte-à-porte	
<i>Vera Egenberger c. Evangelisches Werk für Diakonie und Entwicklung eV, C-414/16, 17 avril 2018 (CJUE, grande chambre)</i>	<i>n° 217</i>
Contrôle juridictionnel effectif requis pour vérifier la nécessité de l'exigence d'appartenance religieuse pour un poste au sein de l'Église	